

2002 RAPPORT ANNUEL DE L'UNICEF

TABLE DES MATIÈRES

(Du 1er janvier au 31 décembre 2000)

DIRE « OUI » POUR LES ENFANTS... ET CHANGER LE MONDE	
<i>Message du Secrétaire général des Nations Unies Kofi A. Annan</i>	2
<i>Message de la Directrice générale de l'UNICEF Carol Bellamy</i>	3
ACTIVITÉS DE L'UNICEF	4
ENFANTS ROBUSTES, SOCIÉTÉS ROBUSTES	6
LA VACCINATION ANTITÉTANIQUE A SAUVÉ 15 000 NOUVEAU-NÉS	8
LE DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT DANS 115 PAYS	12
LA SCOLARISATION DES FILLES EN HAUSSE DANS 21 PAYS	14
LES ADOLESCENTS ONT APPRIS À AMÉLIORER LEUR VIE	18
PROTECTION CONTRE LES SÉVICES ET L'EXPLOITATION	20
PRÈS DE 100 MILLIONS DE PERSONNES DISENT « OUI » POUR LES ENFANTS (photographies)	22
PRÉPARATION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE	24
L'ACTIVITÉ DES COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF	26
LE MONDE DES AFFAIRES S'EST RALLIÉ À LA CAUSE DES ENFANTS	28
LES CONTRIBUTIONS À L'UNICEF ONT AUGMENTÉ EN 2001 (finance et administration)	30
POUR UNE ORGANISATION DE GRANDE QUALITÉ	39
PARTENARIATS ET ALLIANCES À L'ÉCHELLE MONDIALE	48
LA DIMENSION MONDIALE DE L'UNICEF	50
LES VEDETTES INTERNATIONALES, PORTE-PAROLE DE L'UNICEF	52
LA MISSION DE L'UNICEF	verso p.4 de couverture
TABLEAUX ET FIGURES	
<i>Contributions à l'UNICEF par provenance</i>	32
<i>Recettes de l'UNICEF 1999-2001</i>	32
<i>Programmes de pays : financés par les ressources ordinaires</i>	34
<i>Contributions par habitant à l'UNICEF rapportées au RNB par habitant</i>	35
<i>Les 20 donateurs en tête de liste pour leur contribution aux ressources ordinaires, 2001</i>	37
<i>Aide directe aux programmes de l'UNICEF, par priorité, 2001</i>	38
<i>Montant total des recettes de l'UNICEF par provenance, 2001</i>	43

DIRE OUI POUR LES ENFANTS



UNICEF/011657/outounji

Nous savons aujourd'hui mieux que jamais que pour édifier un avenir meilleur, il faut commencer par améliorer le sort des enfants, en veillant à ce qu'ils soient en bonne santé, instruits, en sécurité et aimés. Tout le prouve. Certaines études ont montré que la société récupère au septuple chaque dollar qu'elle investit dans le développement de l'enfant.

Voilà 55 ans que l'UNICEF est à la pointe de l'action mondiale engagée au service des enfants, oeuvrant en partenariat avec les gouvernements et la société civile pour mettre en oeuvre des programmes très divers – vaccination, éducation, protection des jeunes contre les conflits armés et le VIH/sida, par exemple. Les résultats, présentés dans ce *Rapport annuel*, aident à comprendre tout ce que l'on peut obtenir en liant un engagement et des ressources à des objectifs précis, comme les Objectifs du millénaire pour le développement, que tous les pays du monde ont acceptés en tant que plan d'amélioration de la vie des gens au vingt et unième siècle.

Comme il se doit, ces objectifs s'articulent autour des enfants. Il nous incombe au vingt et unième siècle de centrer toute notre action sur l'homme, en commençant par les enfants – eux qui prendront les commandes dans le courant du siècle. Seul le meilleur départ possible dans la vie permettra aux enfants de profiter pleinement de leur enfance et, devenus adultes, de donner le meilleur d'eux-mêmes. C'est le seul moyen de construire un monde pacifique et plus juste.

KOFI A. ANNAN

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

...ET CHANGER LE MONDE



UNICEF/011010/outounji

En 2001, l'UNICEF et ses partenaires ont contribué à obtenir pour les enfants les résultats suivants :

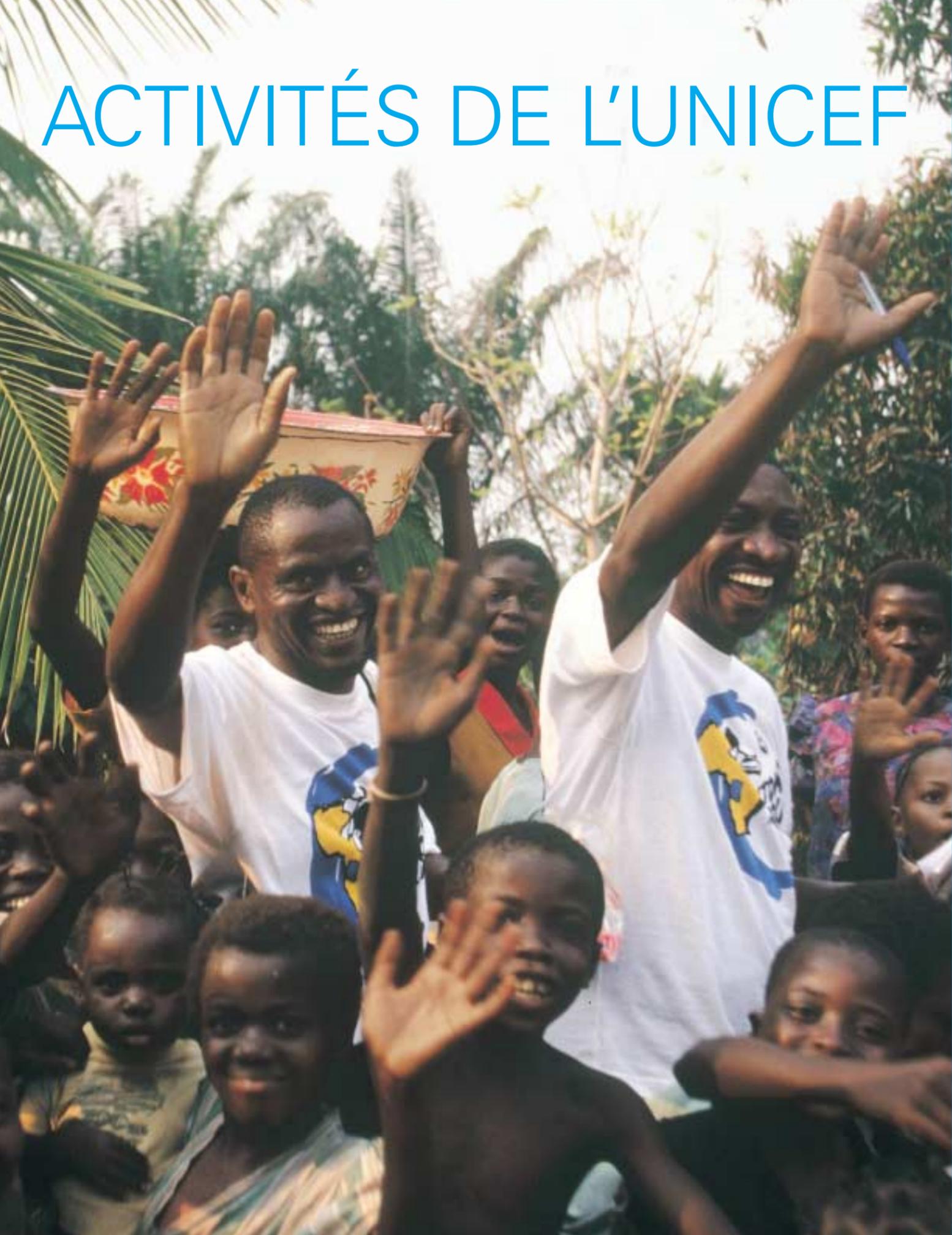
- ~ Près de 100 millions de personnes se sont engagées à soutenir la campagne « Dire oui pour les enfants ».
- ~ 575 millions d'enfants – chiffre jamais atteint auparavant – ont été vaccinés contre la poliomyélite.
- ~ Le nombre de filles inscrites dans les écoles a augmenté dans 21 pays.
- ~ Un appui en matière de prévention du VIH/sida a été fourni aux jeunes de 71 pays.
- ~ Les enfants afghans et leur famille ont reçu 1,7 tonne d'aide d'urgence de l'UNICEF.
- ~ Quelque 40 000 enfants de trois continents ont donné leur avis sur des questions de première importance à l'occasion de sondages organisés par l'UNICEF.
- ~ Plus de 8 000 enfants soldats ont été libérés en Sierra Leone et au Soudan.
- ~ Au Bangladesh, une campagne d'enregistrement des naissances a bénéficié à un million de nourrissons.

Ces succès et d'autres encore sur lesquels on revient dans ce *Rapport annuel* sont autant de contributions de l'UNICEF à l'édification d'un monde meilleur avec les enfants et au développement du Mouvement mondial en faveur des enfants.

S'inscrivant dans le cadre de la préparation de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, la campagne « Dire oui pour les enfants » a été pour beaucoup de gens dans le monde l'occasion de rappeler aux gouvernements et à la société civile, à tous les niveaux de responsabilité, leurs obligations envers les enfants. La prolifération persistante des conflits armés, de l'instabilité et du terrorisme n'a fait que réitérer la nécessité de remplir ces obligations et d'oeuvrer à l'édification du monde juste et pacifique dont avaient rêvé les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies – un rêve dont la réalisation doit s'incarner d'abord dans les enfants.

CAROL BELLAMY
Directrice générale de l'UNICEF

ACTIVITÉS DE L'UNICEF



L'UNICEF oeuvre avec ses partenaires dans 162 pays et territoires pour veiller à ce que tous les enfants puissent :

Naître en bonne santé et entourés de soins

Apprendre ce qu'il leur faut savoir

Grandir en donnant la pleine mesure de leurs capacités

Être à l'abri de la maltraitance et de l'exploitation

En 2001, l'UNICEF et ses partenaires ont apporté leur contribution dans ces domaines...

ENFANTS ROBUSTES, SOCIÉTÉS ROBUSTES

Aujourd'hui, un enfant a une chance sur quatre de naître pauvre et de vivre en mauvaise santé, sans instruction et dans un cadre marqué de plus en plus par la violence, l'insécurité et la discrimination. Le corps et l'esprit des jeunes enfants ne se remet pas des dommages que leur inflige la pauvreté. Chaque année, près de 11 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent des principales maladies de l'enfant et de la malnutrition associées à la pauvreté, qui fragilisent la santé, les aptitudes et le potentiel de millions d'autres enfants.

Il faut engager la lutte contre la pauvreté en commençant par améliorer la vie des enfants. En effet, des enfants en bonne santé, instruits et socialement adaptés deviennent des adultes capables de mener une vie meilleure et de stimuler le progrès économique. L'UNICEF oeuvre avec ses partenaires pour affecter les investissements et les ressources à des soins de santé de bonne qualité, à la nutrition, à l'éducation, à l'eau salubre et à un assainissement adéquat. Ces services sociaux de base – qui sont des biens publics dans le monde entier – ont une énorme importance pour le bien-être et le développement des enfants.

UNE AIDE APPORTÉE À PLUS DE 2 MILLIONS DE FAMILLES

Au Mozambique, les communautés renforcent l'action préventive et la lutte contre le paludisme en les articulant sur des services tels qu'une nutrition de qualité et l'accès routier. Quelque 85 000 personnes bénéficient de ces activités, planifiées et gérées pour l'essentiel par 164 conseils communautaires de santé créés en 2001 avec le concours de l'UNICEF. Dans l'ensemble des pays du monde où le paludisme sévit à l'état endémique, l'UNICEF a fourni aux familles plus de 2,3 millions de moustiquaires.

La participation locale joue également un rôle crucial dans d'autres initiatives en faveur de la santé et du développement des enfants. En Indonésie, un programme visant 1,2 million d'enfants apprend aux membres des communautés à surveiller la croissance des enfants pour éviter la malnutrition. En Arménie, en 2001, l'UNICEF a aidé à mettre en place, pour la première fois dans le pays, un système de collecte d'informations sur la nutrition au niveau des collectivités locales. Ce Système de surveillance nutritionnelle transmettra des données sur les enfants et les femmes enceintes à la fois à un Centre national d'informations et au Ministère de la santé, qui les utilisera pour définir ses orientations et ses programmes.

En 2001, l'UNICEF a appuyé au Bangladesh la campagne d'enregistrement des naissances, qui a permis d'enregistrer le nom et des informations sur la naissance d'un million de nourrissons, qui pourront ainsi recevoir plus facilement les services sociaux dont ils ont besoin.

Au Soudan, ce sont 500 000 personnes de plus qu'en 2000 qui ont pu avoir accès à l'eau potable; elles le doivent pour une bonne part à l'aide que l'UNICEF a apportée à la construction de puits, la réparation des pompes et la promotion des prescriptions d'hygiène. Par ailleurs, ces activités ont dopé la fréquentation scolaire en permettant aux enfants de passer plus de temps à l'école et moins à aller chercher de l'eau à des sources situées loin de chez eux.

En 2000, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont mis au point une approche intégrée de la prévention et du traitement des principales maladies de l'enfant, qui, à la fin de 2001, avait été adoptée par 77 pays. Cette prise en charge intégrée des maladies de l'enfant aide les familles et les centres de soins à appliquer de front des stratégies de lutte et de traitement dans le cas de la malnutrition et de la diarrhée et de maladies telles que la rougeole et le paludisme.

PROGRAMMES DE PRÉVENTION DE LA TRANSMISSION DU VIH DE LA MÈRE À L'ENFANT DANS 47 PAYS

Pour l'UNICEF, il est impérieux d'assurer la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME). Rien qu'en 2001, plus de 720 000 enfants ont contracté le VIH auprès de leur mère. Les programmes de PTME mettent à la disposition des femmes des services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels et des médicaments antirétroviraux lorsqu'ils sont nécessaires, et les conseillent et les appuient dans le choix de la meilleure solution pour allaiter leur bébé.

L'UNICEF appuie la PTME dans 47 pays et est l'organisation chef de file pour cette activité dans plusieurs pays, parmi lesquels le Botswana, qui est le seul pays d'Afrique à avoir mis sur pied un programme national de PTME. En décembre 2001, l'UNICEF avait aidé l'ensemble des établissements sanitaires de 23 districts à mettre en oeuvre des programmes de ce type.

91 MILLIONS DE NOURRISSONS PROTÉGÉS CONTRE LA CARENCE EN IODE

Le sel iodé est l'un des moyens de s'assurer que les enfants absorbent suffisamment d'iode, micronutriment indispensable pour prévenir les retards de croissance et la débilité mentale ainsi que les pertes de la faculté d'apprentissage. Grâce aux actions appuyées partout dans le monde par l'UNICEF et ses partenaires, 70 % des foyers utilisent à présent du sel iodé, qui protège 91 millions de nouveau-nés contre la carence en iode. Partenaire très actif dans ce domaine, Kiwanis International, grâce à son Worldwide Service Project, a contribué en 2001 à hauteur de plus de 5,1 millions de dollars à des projets subventionnés par l'UNICEF.

LA VACCINATION ANTITÉTANIQUE A SAUVÉ 15 000 NOUVEAU-NÉS

Chaque année, la vaccination sauve la vie à 2,5 millions d'enfants de moins de cinq ans vivant dans les pays en développement. La progression de la vaccination des femmes et des enfants contre le tétanos a contribué, par exemple, à ramener le nombre de décès de nouveau-nés dus à cette maladie de 215 000 en 1999 à 200 000 en 2001. Associée à la promotion de techniques d'accouchement sans risques, le développement de la vaccination a également sauvé la vie à des milliers de femmes. Pourtant, plus de 30 millions d'enfants ne sont toujours pas protégés contre les principales maladies évitables par un vaccin, et on relève d'énormes inégalités en matière d'accès aux vaccins selon le pays, la région et la communauté.

L'UNICEF oeuvre avec les gouvernements et ses partenaires pour mettre fin à ces inégalités, renforcer les services de vaccination et veiller à ce que tous les enfants soient vaccinés contre la poliomyélite, la rougeole, la diphtérie, la coqueluche, la tuberculose et le tétanos – les six principales maladies de l'enfant évitables par un vaccin – et puissent se faire administrer des vaccins plus récents tels que les vaccins contre l'hépatite B et *Haemophilus influenzae* type b. Par ailleurs, l'UNICEF appuie des campagnes spéciales organisées en période de crise ou là où n'existe aucun système de santé digne de ce nom.

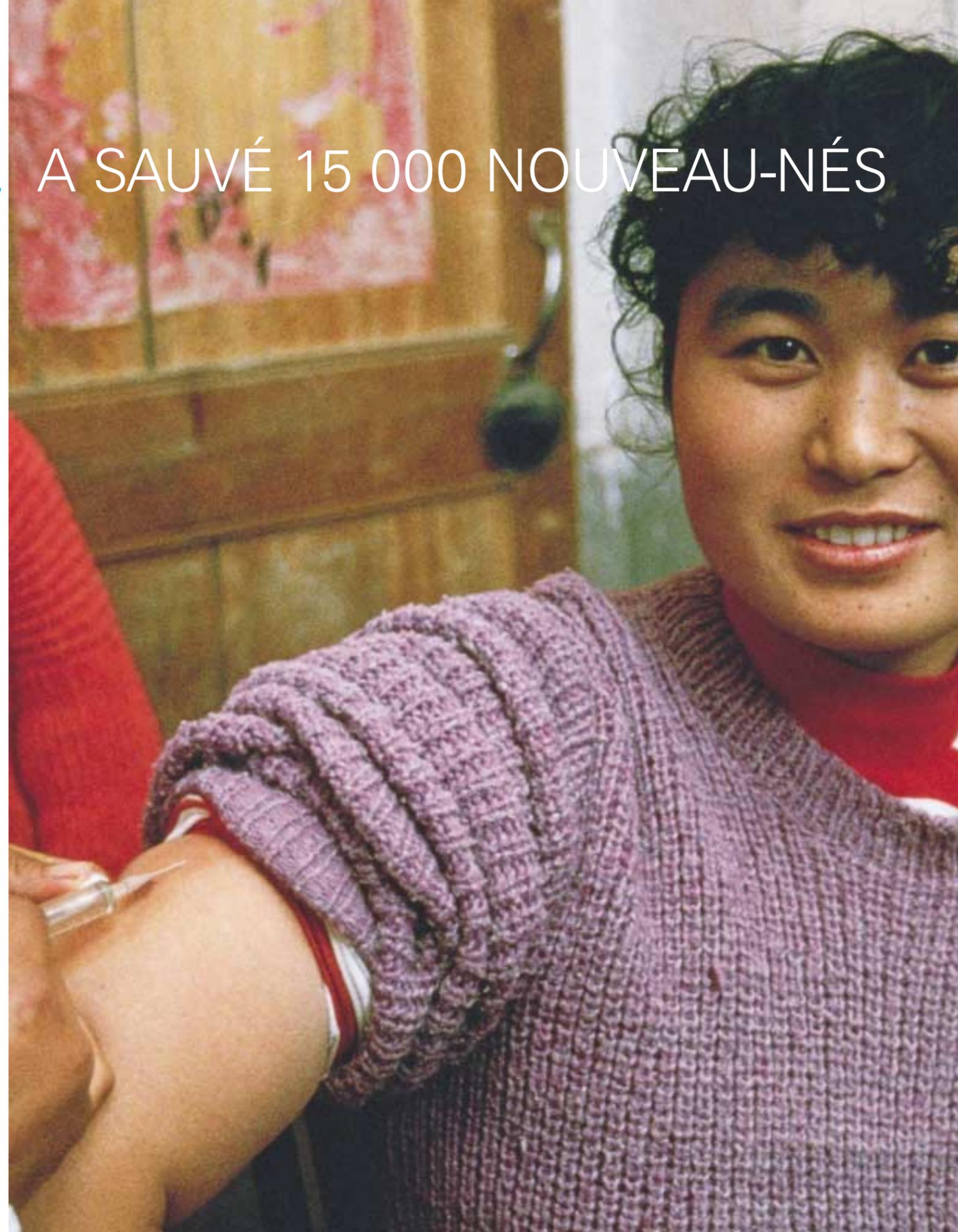
Dans le cadre de l'appui qu'il apporte depuis longtemps aux systèmes de santé de l'Afghanistan, par exemple, l'UNICEF fournit des vaccins et des moyens de transport, assure une formation et paie les traitements des agents sanitaires locaux, et apporte son concours à l'effort de sensibilisation à la vaccination. En 2001, en dépit du conflit armé et d'autres difficultés, l'appui de l'UNICEF a permis de protéger plus d'un million d'enfants contre la rougeole, de vacciner 10 millions d'enfants contre la poliomyélite et de donner à environ trois millions d'enfants des suppléments de vitamine A.

LA GAVI A APPROUVÉ UN APPUI À 53 PAYS

En juin 2001, la Directrice générale de l'UNICEF, Mme Carol Bellamy, est devenue la Présidente de la GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. La GAVI est un partenariat de type nouveau qui regroupe l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale, la Fondation Bill et Melinda Gates, et plus de 50 gouvernements, organisations non gouvernementales, fondations, instituts de recherche et établissements de santé publique, ainsi que les laboratoires de fabrication de vaccins.

En 2001, la GAVI a approuvé des demandes – présentées par 53 gouvernements – de nouveaux vaccins à hauteur d'un montant global supérieur à 500 millions de dollars et de services de vaccination pour une valeur supérieure à 250 millions de dollars, financement qui s'étalera sur cinq ans. Pour pouvoir prétendre à des subventions, les gouvernements ont enquêté sur leurs services de vaccination et élaboré des plans visant à renforcer ces services, à améliorer la sécurité des injections et à inscrire le financement des vaccins dans la durée.

L'UNICEF est le plus important fournisseur de vaccins des pays en développement – il fournit 40 % des vaccins destinés aux enfants à travers le monde. Les achats de vaccins en grandes quantités ont aidé à contenir les prix, mais alors que la demande augmentait, la production de plusieurs vaccins utilisés dans les pays en



développement a sérieusement diminué. L'UNICEF s'emploie avec les gouvernements et les fabricants à faire décroître le risque de pénuries de vaccins en améliorant la prévision, en réduisant le gaspillage et en préconisant un financement à long terme.

LA VACCINATION CONTRE LA ROUGEOLE SAUVE 80 000 VIES SUPPLÉMENTAIRES

La rougeole tue 777 000 enfants chaque année. En 2001, l'UNICEF a combattu la rougeole dans plus de 30 pays, aidant à sauver la vie à plus de 80 000 enfants. Il a axé tout particulièrement ses efforts sur l'Afrique, où la rougeole tue le plus grand nombre d'enfants. L'Initiative de lutte contre la rougeole, lancée par l'UNICEF, l'OMS, l'American Red Cross, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis et la Fondation pour les Nations Unies, a permis de vacciner plus de 20 millions d'enfants de huit pays d'Afrique et y a réduit de plus de 47 000 le nombre annuel des décès dus à la rougeole.

LE VACCIN CONTRE LA POLIOMYÉLITE EST ADMINISTRÉ À 575 MILLIONS D'ENFANTS, CHIFFRE JAMAIS ATTEINT AUPARAVANT

Dirigée par l'UNICEF, l'OMS et d'autres partenaires de premier plan, la campagne d'éradication de la poliomyélite a réalisé un record en 2001 en vaccinant 575 millions d'enfants contre cette maladie, réduisant de ce fait le nombre des nouveaux cas de poliomyélite de plus de 80 % dans le monde. L'UNICEF fournit la quasi-totalité des vaccins oraux antipoliomyélitiques utilisés dans la campagne mondiale d'éradication de la poliomyélite.

Rotary International, l'un des principaux partenaires de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, a contribué, par l'intermédiaire de son Programme PolioPlus, à hauteur de plus de 462 millions de dollars à l'éradication de la maladie, en versant plus de 167 millions directement à l'UNICEF. Rien qu'en 2001, Rotary a versé plus de 25 millions de dollars à l'Initiative, dont plus de 10 millions à l'UNICEF. En outre, les bénévoles de Rotary présents dans 163 pays ont aidé à mobiliser l'appui des communautés et à acheminer et à administrer les vaccins. Les autres partenaires les plus importants sont les CDC et le gouvernement japonais.

Depuis quelques années, la vaccination a servi à mettre de surcroît à la disposition des enfants et des femmes d'autres soins de santé de base tels que les suppléments de vitamine A, indispensables pour combattre l'infection et la maladie. À l'appui de ce programme de « vaccination plus », l'UNICEF a fourni en 2001 plus de 540 millions de capsules de vitamine A, essentiellement sous la forme de dons en provenance de l'Initiative pour les micronutriments. L'UNICEF aide aussi à faire intégrer les suppléments de vitamine A aux soins de routine, initiative qui a permis de fournir de la vitamine A à un grand nombre d'enfants de moins de cinq ans dans des pays tels que le Népal, le Niger, les Philippines et la Zambie.

« Il fut un temps où nous enterriions deux ou trois enfants par semaine à cause de la rougeole. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

– Serigne Dame Léye,
chef du village de Ngouye Diaraf, Sénégal

LE DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT DANS 115 PAYS

La qualité des soins et la protection dont un enfant bénéficie pendant les premières années de la vie lui procurent des avantages qu'il peut conserver sa vie durant. C'est la période au cours de laquelle l'enfant se développe à vive allure sur les plans physique, social, intellectuel et affectif. Pour grandir et se développer normalement, les enfants ont besoin d'un environnement favorable à la santé, où ils soient bien protégés et entourés par des personnes attentives à leurs besoins et sachant les motiver. Ces éléments essentiels aident de surcroît l'enfant à acquérir une bonne opinion de soi et à se préparer à aller à l'école.

L'UNICEF s'emploie à garantir à tous les enfants le meilleur départ possible dans la vie. Il s'agit de les aider à donner toute la mesure de ce qu'ils sont capables de faire et de s'assurer qu'il est répondu à leurs besoins et qu'il est tenu compte de leurs sentiments. La majorité des bureaux de l'UNICEF appuient désormais des programmes et activités en faveur du développement du jeune enfant. Ces activités s'adressent à l'enfant « dans sa globalité », en intervenant tout à la fois et pour son plus grand profit dans de nombreux domaines, parmi lesquels les soins de santé, la nutrition, l'eau salubre et l'assainissement, ainsi que les soins de qualité, les occasions de jeu et la protection contre le danger et l'agression.

20 000 JEUNES ENFANTS RÉFUGIÉS ONT REÇU DES SOINS SPÉCIAUX

Les Maldives incorporent de nombreuses activités différentes dans leur programme « Premiers pas », lancé à titre expérimental en faveur des enfants de moins de trois ans. Ce programme aide les pères comme les mères à se préparer à mieux exercer leurs responsabilités parentales et vise à en finir avec la discrimination fondée sur le sexe au foyer. Dans le cadre du programme namibien de mentorat en milieu préscolaire, les enseignants des écoles maternelles font profiter de leur savoir-faire leurs collègues ayant moins d'expérience. Le programme aborde des questions telles que la prévention de la maltraitance des enfants au foyer et l'identification et la prise en charge des enfants handicapés. La protection de l'enfant et les soins psychosociaux à leur apporter ont une grande importance dans les centres d'éveil de la République-Unie de Tanzanie, qui ont accueilli en 2001 plus de 20 000 enfants réfugiés fuyant le conflit armé dans la région des Grands Lacs.

En Bolivie, où 12 000 parents ont suivi une formation sur la meilleure façon de s'occuper de leurs enfants de moins de deux ans, des potagers communautaires ont été créés pour améliorer l'alimentation des enfants. La Fédération de Russie a actuellement 75 hôpitaux « amis des bébés » agréés qui préconisent l'allaitement maternel – ils sont près de deux fois plus nombreux qu'en 2000. Et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les ménages ont appris à cartographier la santé et le bien-être de leurs enfants sur de simples formules illustrées spécialement conçues pour des utilisateurs illettrés. Les informations ainsi représentées ont incité les familles à agir et les communautés à élaborer des projets, notamment la construction de centres de pesée des enfants. Le projet de cartographie a si bien réussi à s'attirer l'appui des communautés et du gouvernement qu'il a été étendu à six provinces en 2001.

LA MORTALITÉ MATERNELLE BAISSÉ DE MOITIÉ EN ÉGYPTÉ

Les efforts déployés pour améliorer la vie des enfants sont indissociables des actions lancées pour améliorer celle des femmes. Tant que 500 000 femmes mourront chaque année des suites de complications survenues pendant la grossesse et l'accouchement et que des millions d'autres devront endurer les conséquences désastreuses de la violence et de la discrimination, les enfants seront menacés.

En 2001, l'UNICEF a appuyé dans 102 pays des programmes visant à garantir aux femmes le droit à des soins de santé de qualité et celui d'être à l'abri de la discrimination et de la violence. Ces programmes ont contribué à faire baisser le nombre des décès dus au tétanos et aux accouchements réalisés dans de mauvaises conditions. Ils ont également amélioré l'état sanitaire et nutritionnel des femmes par le biais de campagne d'information et de suppléments de fer, par exemple. Beaucoup de programmes ont fait appel aux femmes et aux hommes pour appliquer des stratégies visant à mettre un terme à la violence et au danger qui guettent les filles et les femmes – comme ceux qui sont associés au mariage précoce, à la mutilation génitale des femmes et à d'autres pratiques préjudiciables. Dans le cadre de toutes ces interventions, qui s'inspirent des principes énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'UNICEF aide les femmes à devenir maîtresses de leurs destinées.

Parmi les succès de l'année : dans 14 pays, l'UNICEF a contribué au recul du tétanos. En Égypte, par exemple, l'amélioration des services de vaccination et de santé pour les femmes a été l'une des mesures qui ont permis de réduire de moitié les taux de mortalité maternelle entre 1992 et la fin de 2001.

« Si je pouvais faire quoi que ce soit dans mon village, je mettrais fin aux mariages d'enfants... »

– Shiv Devi, 19 ans, participant à un projet de sensibilisation aux spécificités sexuelles en Inde

LA SCOLARISATION DES FILLES EN HAUSSE DANS 21 PAYS

Tout enfant a droit à une éducation de qualité. Elle lui donne les connaissances, l'autonomie fonctionnelle et la confiance qui lui permettront de participer pleinement au développement économique et social de sa communauté et d'améliorer sa propre existence. Instruits, les enfants sont moins vulnérables à toutes les formes d'exploitation et aux risques mortels associés au VIH/sida. Une fois devenus adultes, ils transmettent les avantages liés à l'éducation à leurs propres enfants, dont ils augmentent ainsi les chances de survie et de développement. L'éducation est l'un des meilleurs investissements qu'un pays puisse réaliser et est une condition nécessaire de la réduction de la pauvreté. Les pays qui sont parvenus à un développement économique durable avaient commencé par éduquer leurs filles et leurs garçons.

L'UNICEF est tout acquis aux objectifs du millénaire pour le développement qui concernent l'éducation : d'ici à 2015, toutes les filles et tous les garçons pourront recevoir une éducation primaire et secondaire de qualité; d'ici à 2005, la parité entre les filles et les garçons sera réalisée dans les salles de classe.

LES ÉCOLES AMIES DES ENFANTS APPUYÉES DANS 38 PAYS

Les écoles « amies des enfants » sont des lieux d'apprentissage accueillants et efficaces. Elles protègent la santé et le bien-être de l'enfant et proclament l'égalité des enfants en dignité et en valeur. Aux Philippines, l'UNICEF a aidé 200 écoles à participer au programme des écoles amies des enfants, qui touche à présent 165 000 d'entre eux. Une enquête menée auprès de 33 écoles a montré que le pourcentage d'élèves allant jusqu'au bout de leur année scolaire était passé de 80 % à 93 % entre 1998/1999 et 2000/2001. En Colombie, 11 000 enfants se sont inscrits pour la première fois dans des écoles amies des enfants, et le Tadjikistan a mis en place en 2001 un programme d'écoles amies des enfants avec les conseils et l'appui de l'UNICEF.

AU BANGLADESH, 344 000 ENFANTS QUI TRAVAILLENT SONT ALLÉS À L'ÉCOLE

Au Bangladesh, 344 000 enfants qui travaillent âgés de 8 à 14 ans ont entamé ou achevé deux années d'éducation de base. Ce programme d'enseignement non scolaire, appuyé par l'UNICEF dans six villes du pays, aide ces enfants à entrer dans le système scolaire. L'UNICEF a formé près de 5 000 enseignants au titre de ce programme et 329 superviseurs.

DES ÉCOLES RÉNOVÉES DANS 61 PAYS

Le tremblement de terre qui a frappé l'État indien du Gujarat en 2001 a détruit ou endommagé plus de 12 000 écoles primaires. Mais dans les cinq mois qui ont suivi, l'UNICEF a aidé les autorités de l'État à aménager 2 000 écoles de toile pouvant accueillir 400 000 enfants. Dans la Sierra Leone dévastée par la guerre, l'assistance en fournitures, en formation des enseignants et pour la remise en état des écoles offerte par l'UNICEF a permis d'inscrire près de 70 000 enfants de plus dans les écoles primaires en 2001.



© Kent Page/UNICEF

LA SCOLARISATION DES FILLES EN HAUSSE DANS 21 PAYS

L'UNICEF aide 74 pays à faire disparaître les obstacles auxquels se heurtent les filles. Il appuie des programmes qui offrent aux filles des bourses d'études et des fournitures scolaires, construisent des toilettes séparées pour les filles et les garçons, préconisent des programmes d'études et des méthodes pédagogiques appliqués sans parti pris lié au sexe, s'emploient à mettre fin à la discrimination et à la violence fondées sur le sexe et font connaître les avantages de l'éducation des filles. Nombre de ces activités sont réalisées dans le cadre de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, alliance mondiale coordonnée par l'UNICEF et qui s'emploie à garantir une éducation de qualité pour tous les enfants.

En Éthiopie, où plus de 3 millions de filles ne vont pas à l'école, l'inscription des filles dans les huit premières années a augmenté en 2000/2001 de 14% par rapport à l'année scolaire antérieure, grâce essentiellement aux services axés sur les collectivités locales et à la formation des enseignants appuyés par l'UNICEF. Et au Pakistan, avec l'aide de l'UNICEF, 20 000 scouts ont soutenu l'action des collectivités locales en faveur de l'éducation des filles.

En Afghanistan, où les filles étaient exclues de l'enseignement officiel, l'UNICEF a pris l'initiative courageuse d'appuyer les foyers-écoles pour filles et garçons (*voir photo de la page 15*) à partir de 1999. À la fin de 2001, les foyers-écoles accueillaient 58 000 enfants.

En appuyant avec constance l'éducation des filles, l'UNICEF a su susciter des initiatives qui ont abouti à des résultats mesurables. En 2001, 21 pays ont signalé que le nombre des filles inscrites à l'école avait augmenté et qu'elles y restaient plus longtemps. La même année, l'Égypte a lancé une nouvelle campagne d'envergure pour en finir avec la discrimination fondée sur le sexe à l'école, en oeuvrant avec huit organismes des Nations Unies dans le cadre d'un partenariat organisé par le truchement de l'UNICEF. S'appuyant sur un plan d'action élaboré par 150 jeunes venus de toutes les régions du continent, et avec l'appui convaincu de l'UNICEF et des gouvernements des pays africains, le Mouvement pour l'éducation des filles en Afrique a vu le jour en 2001.

« ...Je sais que les filles peuvent réussir si on leur donne une chance égale d'apprendre... »

- Safia (17 ans), participant au Projet en faveur des filles au Bangladesh

LES ADOLESCENTS ONT AP RIS À AMÉLIORER LEUR VIE

Lorsqu'ils ont entre 10 et 19 ans, que leur cerveau, leur corps et leurs aptitudes relationnelles se développent rapidement, les adolescents explorent et réaffirment leurs valeurs, leur identité et la conscience de leur place dans le monde, accomplissant ainsi un important travail de préparation à la vie d'adulte. Les jeunes ont grand besoin d'encouragements et d'appui pour traverser à l'abri du danger et en bonne santé cette phase pleine tout à la fois de promesses et de risques. Dans 114 pays, l'UNICEF s'est focalisé sur la santé et le développement des adolescents en les aidant à acquérir des connaissances et des compétences et à participer pleinement à la vie de leur famille et de leur communauté.

En République arabe syrienne, par exemple, près de 3 000 filles de 10 à 19 ans se sont inscrites dans des classes « Rentrée scolaire », dans lesquelles les filles de milieux défavorisés reçoivent une éducation de base en la moitié du temps habituel. En Ukraine et dans d'autres pays, l'UNICEF a aidé à mettre sur pied des services sanitaires adaptés aux besoins des jeunes, qui veillent à leur bien-être sur les plans psychologique et physique.

EN 2001, LES ADOLESCENTS ONT ÉTÉ PLUS NOMBREUX À S'IMPLIQUER

Dans le cadre d'initiatives appuyées par l'UNICEF à travers le monde, les enfants et les adolescents ont mis leurs idées, leurs compétences et leur enthousiasme au service de la planification et de la gestion de toute une gamme de programmes. En El Salvador et au Pérou, des centaines d'adolescents ont aidé l'UNICEF à évaluer les besoins d'urgence et à apporter des soins psychosociaux aux communautés touchées par des tremblements de terre. En Yougoslavie, des parlements de jeunes organisés dans quatre écoles ont impliqué 2 500 élèves dans des activités qui ont amélioré l'assiduité scolaire, fait diminuer l'usage du tabac à l'école et apporté d'autres changements positifs dans la vie des élèves. Et en mai 2001, les jeunes « réformateurs » de sept pays d'Asie du Sud ont, avec l'appui de l'UNICEF, représenté les jeunes à une réunion de haut niveau organisée à Katmandou sur le thème « Investir dans les enfants ». Les réformateurs ont demandé aux chefs d'entreprise et aux chefs de gouvernement d'améliorer les services éducatifs et les autres services sociaux.

LES JEUNES DE 71 PAYS SONT MIEUX INFORMÉS SUR LE SIDA

De tous les domaines dans lesquels il est indispensable d'impliquer les jeunes dans la construction de leur propre avenir, aucun n'est plus important que la lutte contre le VIH/sida. Les jeunes de 15 à 24 ans, vivant dans l'ignorance presque totale de l'épidémie et des risques personnels qu'ils courent, représentent environ la moitié des nouveaux cas d'infection par le VIH. Dans 71 pays, des jeunes ont aidé à informer d'autres jeunes sur le VIH/sida et à leur inculquer des « aptitudes utiles pour la vie », comme celle qui conduit à prendre en connaissance de cause des décisions importantes au sujet de leur vie. L'UNICEF a fourni les fonds, les matériels didactiques et de formation, les conseils et les moyens de transport, et assuré le suivi. Cette éducation par les pairs a permis d'atteindre 11 000 jeunes au Swaziland en 2001. En République démocratique populaire lao, les jeunes travaillant dans les

fabriques de vêtements ont reçu des informations sur le sida de quelque 3 000 jeunes formés avec l'appui de l'UNICEF.

Au Rwanda, l'UNICEF a aidé à créer 147 clubs anti-sida pour les écoliers et les jeunes non scolarisés. En Ouganda, les journaux d'information sur le sida *Young Talk* et *Straight Talk* sont lus par 500 000 enfants et jeunes chaque mois.

« Maintenant, je sais ce que je dois faire pour me protéger. »

– Maria (16 ans), participant à un projet de sensibilisation au sida appuyé par l'UNICEF au Mozambique

Quelque 300 jeunes de 26 pays ont échangé des vues sur le sida avec des journalistes internationaux dans le cadre d'un forum spécialement organisé sur le site Web La voix des jeunes de l'UNICEF pendant la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/sida en juin 2001.

DES JEUNES PAR MILLIERS SE SONT FAMILIARISÉS AVEC LES TECHNIQUES DES MÉDIAS

Des milliers d'enfants et d'adolescents ont travaillé avec les organismes de radiotélédiffusion de plus de 100 pays pour produire des émissions de qualité en faveur des jeunes, pour diffusion le 9 décembre, date de la célébration en 2001 de la Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants. Parrainée par l'UNICEF et plusieurs de ses partenaires, cette Journée annuelle est la plus importante campagne médiatique du monde en faveur des jeunes.

Au cours de l'année, l'UNICEF a travaillé avec Turner Learning pour lancer une autre initiative de radiotélédiffusion mondiale en faveur des jeunes : le réseau du Bureau d'informations scolaires UNICEF/CNN. Ce projet, axé principalement sur le milieu scolaire, forme des adolescents aux techniques de documentation et de diffusion pour leur permettre de produire des journaux télévisés de grande qualité. Les meilleurs journaux sont diffusés sur CNN Newsroom, émission destinée aux écoles, et le site Web <http://fyi.cnn.com>. En 2001, des Bureaux d'informations scolaires UNICEF/CNN ont été ouverts au Kirghizistan, au Liban, au Mexique et au Nigéria.

Les jeunes d'Asie ont commencé à faire entendre leurs voix sur des questions comme le travail des enfants et le VIH/sida grâce à Speak Your Mind, projet multi-média lancé en décembre 2001 par l'UNICEF, MTV Networks Asia et la marque Levi's®. MTV Networks Asia, qui jouit d'une audience de 150 millions de foyers dans la région, a diffusé plusieurs émissions et construit 11 sites Web interactifs pour les jeunes.

PROTECTION CONTRE LES SÉVICES ET L'EXPLOITATION

Des millions d'enfants sont victimes de l'exploitation, de la violence et des mauvais traitements et voient leur enfance gâchée et leur avenir compromis. Dans toutes les régions du monde, des enfants exercent des emplois dangereux, deviennent des objets d'exploitation sexuelle ou doivent subir la violence dans la famille, vivent ou travaillent dans la rue, sont injustement emprisonnés et font l'objet d'un trafic qui les destine à un emploi sous-payé ou à la prostitution. Des millions d'autres enfants voient leur vie détruite par le VIH/sida et les conflits armés.

CE QUE FAIT L'UNICEF POUR LES AIDER

L'UNICEF fait campagne pour l'adoption de lois et de politiques de protection efficaces et aide les pays à les appliquer en formant des membres des communautés locales et des agents de la force publique, par exemple. Au cours de l'année, il a aidé à faire passer le nombre des réseaux de protection des enfants au niveau des villages de 52 à 225. Il a également facilité la conclusion de deux très importants accords destinés à mettre fin à la traite transfrontalière des enfants – entre la Chine et le Viet Nam et entre le Bénin, le Gabon, le Nigéria et le Togo.

L'exploitation sexuelle et la traite des enfants ont éveillé l'attention du monde lorsque, en décembre, le deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales s'est réuni à Yokohama (Japon). Ce Congrès, qui a produit un nouveau plan d'action, était parrainé par le gouvernement japonais et co-organisé par l'ONG ECPAT International, le Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant et l'UNICEF, qui a assuré la coordination des activités de communication.

L'UNICEF aide les enfants à s'instruire et à acquérir des aptitudes utiles pour la vie – ce qui est l'une des meilleures façons de les mettre à l'abri de la maltraitance et de l'exploitation. Dans les régions du Brésil où le travail des enfants est très répandu, l'UNICEF a acheminé des fournitures et aidé à mobiliser l'appui des communautés locales en faveur d'un programme gouvernemental consistant à octroyer aux familles des « bourses » ou de modestes allocations scolaires. Le programme a bénéficié à 790 000 enfants en 2001. En Inde, dans la « région à tapis », l'UNICEF et la société IKEA ont fait des démarches auprès des propriétaires de fabriques dans 200 villages pour s'assurer que les enfants tissant des tapis puissent aller à l'école.

Face à la propagation du VIH/sida et à l'augmentation vertigineuse du nombre des décès, surtout en Afrique subsaharienne, l'UNICEF a appuyé dans 121 pays des programmes de sensibilisation au sida, de prévention de l'infection et de soins aux malades. Au Burundi aux prises avec un conflit destructeur, par exemple, l'UNICEF a aidé 3 500 enfants rendus orphelins par le sida à recevoir un soutien psychosocial, un enseignement et des fournitures d'urgence. L'UNICEF a fourni un appui documentaire et logistique à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/sida, tenue en juin 2001.

EN SIERRA LEONE, PLUS DE 3 600 ENFANTS SOLDATS ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Alhaji (14 ans) a été enlevé par des soldats rebelles en Sierra Leone quand il avait 10 ans; il a été forcé de se battre avec eux jusqu'à ce que l'UNICEF obtienne sa libération deux ans plus tard. « La guerre a tout détruit », se souvient ce garçon dont la famille n'a toujours pas pu être localisée. Mais grâce à l'ONG Caritas et à d'autres associations d'aide aux ex-enfants soldats, Alhaji vit dans une famille d'accueil, va à l'école et pratique ses sports favoris. En novembre 2001, grâce en partie à l'appui de l'UNICEF, il a été le premier enfant qui ait jamais pris la parole devant le Conseil de sécurité de l'ONU, dont il a instamment prié les membres d'aider les enfants touchés par la guerre dans son pays. « Nous voulons une vie meilleure. Nous voulons la paix. Nous comptons sur votre soutien constant », a-t-il déclaré.

En 2001, l'UNICEF a aidé plus de 3 600 enfants soldats de la Sierra Leone à en finir avec la vie de soldat. Avec son appui, des milliers d'ex-enfants soldats de Sierra Leone et d'autres pays ont pu retrouver leur famille; avoir accès à un soutien psychologique, une éducation et une formation professionnelle, et prendre d'autres dispositions en vue de se réinsérer dans leur communauté.

Cet appui de l'UNICEF et de ses partenaires a véritablement influencé le cours des choses pour Alhaji. « Le programme m'a aidé à me sentir de nouveau normal, a-t-il dit. Il m'a aidé à retrouver ma place dans la société. »

« Le programme... m' a aidé à retrouver ma place dans la société. »

– Alhaji (14 ans), ancien enfant-soldat en Sierra Leone



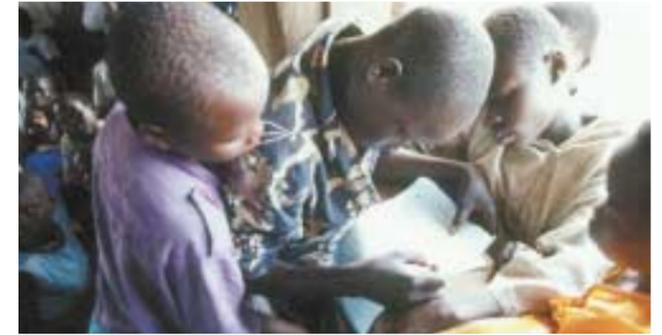
© Comité français pour l'UNICEF/Arnaud Olzac

Nelson Mandela, Graça Machel
et Kamo Masilo (12 ans)
disent OUI pour les enfants



UNICEF/Avec l'autorisation de Bill Gates

Bill Gates
dit OUI pour les enfants



© Stevie Mann

PRÈS DE 100 MILLIONS DE PERSONNES DISENT « OUI » POUR LES ENFANTS



UNICEF/Broadcast/HQ-2001

Tetsuko Kuroyanagi
dit OUI pour les enfants

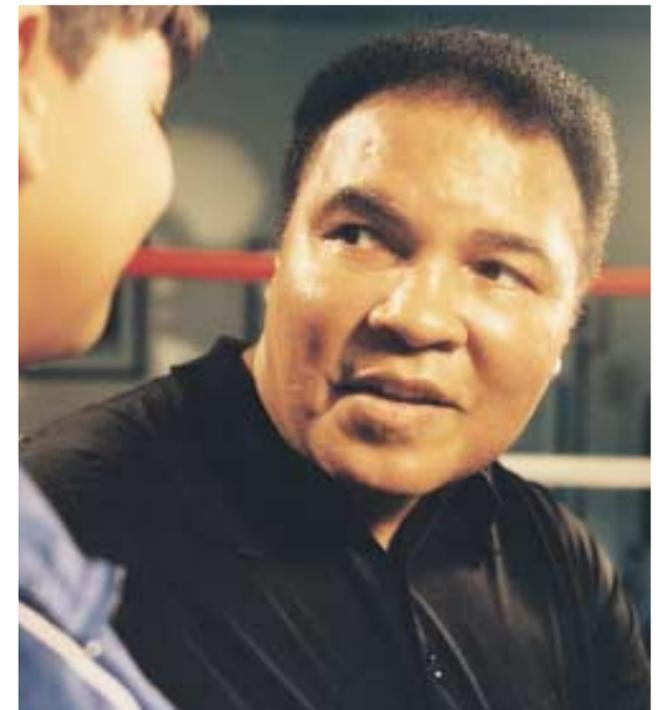


UNICEF Philippines

Mohammed Ali
dit OUI pour les enfants



UNICEF/01-0253/Leighton



© Jonathan Silvers

PRÉPARATION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE

L'UNICEF a passé une grande partie de l'année 2001 à préparer la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, tenue en mai 2002. C'était la première fois que les dirigeants des pays du monde et les porte-parole des enfants se rencontraient depuis le Sommet historique de 1990. L'Organisation a été un ressort essentiel de la participation des enfants à cette rencontre et, pendant toute l'année, a accueilli ou appuyé des consultations régionales et d'autres manifestations qui ont su rallier les dirigeants à la cause des enfants.

C'est ainsi que l'UNICEF a interviewé quelque 40 000 enfants de 72 pays d'Asie orientale et du Pacifique, d'Europe et d'Asie centrale, et d'Amérique latine et des Caraïbes. La richesse et la complexité des résultats de ces sondages – au cours desquels les enfants ont évalué leur vie, leur famille, leur école, leur communauté et leur gouvernement – ne manqueront pas d'inspirer les programmes de l'UNICEF et la réalisation des politiques et objectifs mondiaux définis lors de la Session extraordinaire consacrée aux enfants et après.

150 PAYS ONT ÉVALUÉ LA SITUATION DES ENFANTS

Avec les conseils et l'appui de l'UNICEF, 150 pays ont recueilli des informations de première importance sur les droits et le bien-être des enfants afin de dresser le bilan des progrès réalisés au nom des enfants depuis le Sommet mondial pour les enfants de 1990. Cette activité a représenté l'étude la plus complète jamais réalisée sur la situation des enfants du monde. Se fondant pour l'essentiel sur des enquêtes sur les ménages novatrices qui ont sensiblement amélioré leurs capacités de collecte et d'analyse des données, les pays ont évalué leurs réalisations à l'aune des objectifs en faveur des enfants que le Sommet mondial de 1990 avait fixés pour l'an 2000. Une grande partie des statistiques figurent également dans le résumé du rapport de l'UNICEF intitulé *La Situation des enfants dans le monde 2002*.

DES MILLIONS DE PERSONNES ONT SOUTENU LA CAMPAGNE « DIRE OUI POUR LES ENFANTS »

C'était un projet ambitieux, et il a abouti : l'UNICEF et ses principaux partenaires du Mouvement mondial en faveur des enfants ont entrepris de rallier les habitants de la planète à la cause des enfants de façon que leur voix puisse se faire entendre lors de la Session extraordinaire consacrée aux enfants. Les partenaires ont choisi 10 mesures indispensables à prendre pour que soit respecté le droit des enfants de vivre en bonne santé, dans la paix et avec dignité – mesures qui allaient du renforcement de l'enseignement à la lutte contre le VIH/sida. Ils ont ensuite organisé une campagne à la faveur de laquelle des hommes et des femmes de tous horizons pourraient annoncer une contribution à la réalisation de ces mesures de vive voix, par lettre ou par courrier électronique, en indiquant les trois questions qu'ils jugeaient les plus importantes. La Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation pour les Nations Unies ont versé des fonds à l'UNICEF pour lancer la campagne.

La campagne « Dire oui pour les enfants » a été lancée en avril 2001. Le personnel de l'UNICEF, les Comités nationaux pour l'UNICEF, les organisations de la société civile et d'autres partenaires et bénévoles – dont des milliers d'enfants – ont coor-

onné des rassemblements et des rencontres, parlé à des milliers de personnes, projeté des vidéos, distribué des brochures et suscité des dévouements envers cette cause. Les sociétés de télévision pour enfants Nickelodeon et Fox Kids ont diffusé des messages publicitaires "Dire oui" auprès de centaines de millions de foyers à travers le monde.

En mai 2002, près de 100 millions de personnes de 194 pays s'étaient associées à cette action dirigée vers les simples citoyens, la plus importante campagne internationale de vote jamais lancée en faveur des droits et du bien-être des enfants. Les bulletins de vote – d'où il ressortait que l'éducation était la priorité la plus urgente – ont été rassemblés pour être présentés aux dirigeants des pays du monde lors de la Session extraordinaire.

Cette impressionnante démonstration de soutien à la cause des enfants, porteuse d'une obligation pour les dirigeants de rendre compte de leur action, a d'ores et déjà commencé à susciter des interventions au service des enfants à travers le monde.

LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA™ 2002 DIT « OUI » POUR LES ENFANTS

La promotion du bien-être des enfants par la pratique des sports est la raison d'être du partenariat de l'UNICEF avec la FIFA, qui est l'instance dirigeante ayant la responsabilité du football au niveau international. Souhaitant se montrer pleinement solidaire du droit des enfants au jeu et aux loisirs, la FIFA a annoncé en 2001 que la coupe du monde de football qu'elle organisait pour 2002 serait dédiée aux enfants. La Coupe du monde de la FIFA, qui a été suivie par des milliards de téléspectateurs, a fait de « Dire oui pour les enfants » son slogan, et ses sponsors ont accepté d'assurer la promotion des droits des enfants et de la campagne « Dire oui » dans des messages publicitaires télévisés, des affiches et d'autres matériels montrés lors des matches télévisés et dans d'autres lieux. En 2001, la FIFA s'est associée à l'UNICEF pour plaider la cause de la pratique du sport par les enfants et améliorer sur d'autres plans le bien-être des jeunes du monde, y compris ceux se trouvant aux prises avec la pauvreté et les conflits armés.

L'ACTIVITÉ DES COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF

La notoriété dont jouit l'UNICEF auprès du public tient en grande partie au travail accompli par ses 37 Comités nationaux, ces organisations non gouvernementales qui, dans les pays industrialisés, lui apportent un soutien inestimable, notamment en plaidant pour la réalisation des droits de l'enfant, en mobilisant des fonds, en vendant les cartes de vœux et autres produits de l'UNICEF et en forgeant des partenariats indispensables avec le secteur privé et d'autres organisations (voir page 51 pour une liste des Comités).

DES MILLIONS DE DOLLARS RECUEILLIS POUR LES ENFANTS

En 2001, la contribution des Comités nationaux a représenté près de 30% du montant total des recettes de l'UNICEF. Les fonds ainsi réunis ont servi à financer des programmes de coopération de l'UNICEF sur le terrain, notamment dans des situations d'urgence.

La situation d'urgence en Afghanistan a focalisé l'activité de collecte de fonds en 2001. C'est ainsi que l'appel lancé en Allemagne pour obtenir des dons a permis de recueillir 11,5 millions d'euros (environ 10,1 millions de dollars). Ce sont environ 2,1 millions d'euros (1,85 million de dollars) qui ont été réunis en France, où un demi-million de dépliants sur la crise ont été adressés par la poste et où la Caisse d'épargne a distribué à toutes ses succursales en France des enveloppes destinées à recevoir les dons au titre de l'aide d'urgence de l'UNICEF à l'Afghanistan.

En collaboration avec le Comité français pour l'UNICEF, le groupe de la Caisse d'épargne gère des fonds de placement, appelés *Écureuil 1,2 3... Futur*, de sociétés qui défendent les droits des enfants et n'exploitent pas le travail des enfants.

En 2001, le Comité japonais a recueilli plus de 66 millions de dollars dans le cadre de grandes campagnes de collecte de fonds focalisées sur l'Afghanistan, l'éducation des enfants à risques et l'eau salubre.

Au Royaume-Uni, la campagne « Grandir seul » de 2000-2001 a récolté 5 millions de dollars pour financer les programmes de l'UNICEF. Parrainée par le Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF, cette campagne a aidé des enfants à grandir sans le soutien des membres de leur famille dans des situations marquées par la pauvreté, le VIH/sida ou un conflit armé.

Dans bien des cas, les activités de collecte de fonds bénéficient du soutien d'un solide réseau de bénévoles, comme les millions d'enfants canadiens et des États-Unis qui sont à l'origine des traditions nationales de « Trick-or-Treat for UNICEF » (la collecte de Halloween). Parmi les autres jeunes bénévoles, il faut mentionner les écoliers de Grèce, qui ont aidé à recueillir 55 000 dollars pour l'UNICEF au cours des sept dernières années, et ceux de Slovaquie, qui ont récolté 19 000 dollars pour financer des programmes de nutrition au Népal en 2001.

Le Comité néerlandais pour l'UNICEF a lancé sur le thème du Soudan une campagne multimédia qui lui a permis de recruter plus de 8 000 nouveaux donateurs. En France, la collection d'œuvres d'art Gaffé a été offerte au Comité français; sa vente a rapporté plus de 60 millions de dollars. En Allemagne, le collectionneur d'œuvres d'art Gustav Rau a fait don au Comité allemand, au profit des enfants, d'une collection encore plus précieuse.

La vente des cartes de vœux et autres produits a continué de représenter un apport régulier de recettes; beaucoup de Comités nationaux, en particulier les comités français, allemand, italien, néerlandais et britannique, ont accru le montant des fonds procurés par ces ventes en 2001.

LES COMITÉS ONT INVITÉ À FAIRE BLOC POUR CHANGER LE MONDE AVEC LES ENFANTS

Nombreux ont été les Comités nationaux qui ont apporté sans compter leur soutien à la campagne « Dire oui pour les enfants » et aux autres préparatifs de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants tenue en mai 2002. Le Comité suédois, par exemple, a parrainé un Forum de la jeunesse sur les droits de l'enfant en avril 2001. Le Comité italien a contribué à réunir 1,75 million de bulletins de vote, pas un de moins, à l'appui de la campagne « Dire oui ». De leur côté, les Comités belge et slovène ont recueilli 120 000 et 17 000 bulletins de vote, respectivement.

Le Comité japonais a aidé à préparer le deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Yokohama (Japon) en décembre 2001. Le Comité a organisé de nombreuses manifestations encourageant les jeunes à participer et aidé à créer à titre permanent une association bénévole d'enfants au Japon, le Children's Net.

LES JEUNES SE SONT FAMILIARISÉS AVEC LES DROITS DES ENFANTS ET SE SONT APPLIQUÉS À LES FAIRE PRÉVALOIR

Les Comités autrichien, canadien, grec, israélien, néerlandais, slovène et espagnol ont parrainé des programmes pour aider les enfants à se familiariser avec les droits de l'enfant et à prendre des initiatives pour améliorer la situation des enfants. Au Royaume-Uni, des écoliers se sont familiarisés avec la situation des enfants en Afghanistan et ont réuni des fonds en leur faveur dans le cadre d'une collaboration avec *The Times Educational Supplement*.

En Espagne, 20 000 enfants ont participé à un sondage sur les droits de l'enfant par l'intermédiaire de *Enrédote*, site Web éducatif interactif sur les droits de l'enfant. Dans le cadre d'une action sans précédent de participation des enfants organisée par le Comité belge pour l'UNICEF, 4 000 enfants – représentant les vues d'un nombre d'enfants dix fois supérieur – ont été consultés et ont directement participé à l'établissement du rapport que la société civile belge a présenté au Comité des droits de l'enfant, qui supervise l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Un autre rapport non gouvernemental important adressé à ce Comité a été rédigé avec l'aide du Comité suisse pour l'UNICEF.

LE MONDE DES AFFAIRES S'EST RALLIÉ À LA CAUSE DES ENFANTS

L'UNICEF et ses Comités nationaux travaillent depuis plus d'un demi-siècle avec le secteur privé pour réunir des fonds et faire prévaloir la responsabilité sociale des entreprises à l'égard des enfants. On trouvera ci-après une liste non exhaustive des partenariats avec le secteur privé conclus ou renforcés en 2001 :

Amway Corporation, l'une des plus importantes sociétés de ventes directes du monde, a acheté plus de 500 000 cartes de Noël de l'UNICEF – jamais l'UNICEF n'avait reçu une aussi grosse commande. L'UNICEF a bénéficié du soutien des Independent Business Owners d'Amway en Europe. Notre partenariat avec le groupe **Aeon**, l'un des premiers holdings du commerce de détail au Japon, a porté sur des promotions, des campagnes auprès des clients et des employés et la vente de cartes de vœux de l'UNICEF. Les 845 000 dollars ainsi recueillis incluaient les dons de contrepartie du Comité japonais pour l'UNICEF. **Les chefs d'entreprise et responsables de la société civile de Finlande** ont obtenu un appui pour l'éducation des filles sous l'égide du Mouvement mondial en faveur des enfants. Les présidents de l'Alma Media Corporation, de la Banque centrale européenne, de Finnair, de Kesko Corporation et de Nokia ont participé à cette initiative. En Équateur, un programme de cartes de crédit d'« affinité » de **Diner's Club International**® a recueilli 100 000 dollars. Le partenariat sera étendu à toute l'Amérique latine. Un partenariat avec **MasterCard International** en Amérique latine a rapporté 330 000 dollars. **Esselunga**, chaîne de supermarchés italienne de premier plan, a doublé les dons des clients, en les récompensant individuellement par un cadeau sous la forme de cartes de vœux de l'UNICEF. L'opération a rapporté 220 000 dollars à l'UNICEF. **Fater**, coentreprise formée entre le groupe Angelini et Procter & Gamble Italie, a recueilli 120 000 dollars dans le cadre d'une campagne organisée autour de la vente de produits Pampers, et d'autres produits. **FTSE (Financial Times/London Stock Exchange) International**, a lancé la série de l'indice FTSE4Good™ pour investissements socialement responsables – le premier indice d'investissement de ce genre au monde. Un comité d'experts contrôle la déontologie de toutes les sociétés figurant à l'indice en ce qui concerne les droits de l'homme, l'environnement et les relations avec les actionnaires. FTSE International fera don à l'UNICEF du montant total des redevances d'exploitation acquittées par les gestionnaires de fonds de placement, cette activité et d'autres volets de ce partenariat relevant du Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF et du Fonds des États-Unis pour l'UNICEF. À la fin de 2001, ce partenariat avait recueilli plus de 500 000 dollars pour les programmes de l'UNICEF. Depuis août 2000, l'UNICEF et **IKEA**® travaillent avec les communautés et les fournisseurs pour mettre fin au travail dangereux des enfants dans la région de production de tapis de l'Inde, où des milliers d'enfants accomplissent un travail pénible et dangereux. **IKEA**® a encouragé ses fournisseurs à appliquer un Code de déontologie conforme aux prescriptions de la Convention relative aux droits de l'enfant. En 2001, **IKEA**® a également appuyé les programmes d'urgence de l'UNICEF et vendu des milliers de cartes de vœux de l'UNICEF dans ses magasins du monde entier. **Manchester United**, le plus célèbre club de football du monde, a conclu un part-

nariat « United for UNICEF » pour faire mieux connaître l'oeuvre de l'UNICEF et recueillir au moins un million de livres sterling en faveur des programmes d'éducation que l'UNICEF appuie à travers le monde. En déplacement en Thaïlande, plusieurs cadres et joueurs sont allés visiter à Bangkok le Centre Kredtrakarn pour filles victimes d'agressions et d'exploitation, appuyé par l'UNICEF. Trois autres joueurs ont participé aux activités d'une école de football « United for UNICEF » pour enfants à Bangkok. **Nuon**, importante société néerlandaise de distribution d'énergie et d'eau, a aidé le Comité néerlandais pour l'UNICEF à recueillir 226 890 dollars pour construire des centres communautaires dans le Sud du Soudan. Pour la deuxième année consécutive, le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF et la campagne « Clean up for Kids! » de **Procter & Gamble** a recueilli plus de 550 000 dollars pour « Trick-or-Treat for UNICEF », activité annuelle au cours de laquelle les enfants recueillent des pièces de monnaie pour l'UNICEF le jour de Halloween. Cette année, le but de la campagne était d'aider les enfants d'Afghanistan, et beaucoup d'employés de Procter & Gamble ont également apporté leur contribution à cette cause. Au cours des quatre années écoulées, plus de 21 000 pharmacies d'Allemagne ont pris part à des campagnes de collecte de dons auprès de leurs clients, coordonnées par l'Association nationale des vendeurs en gros de produits pharmaceutiques. Rien qu'en 2001, elles ont recueilli 1 764 000 deutsche mark (environ 820 000 dollars). Voilà des années que l'UNICEF et l'aviation commerciale internationale font équipe dans **Change for Good**®, qui donne aux passagers un moyen pratique de faire don à l'UNICEF de leur reliquat de devises. À ce jour, plus de 37,4 millions de dollars ont été recueillis de cette manière. Plus de la moitié de ce montant a été recueilli par les membres de l'alliance **oneworld**™, et près de 20 millions de dollars l'ont été par British Airways. Le passage de 12 pays d'Europe à l'euro, achevé en 2002, a créé d'autres possibilités de collecte de fonds grâce à Change for Good®, et l'UNICEF a conclu de nouveaux partenariats de collecte de fonds avec des sociétés telles qu'Avis, HSBC, TotalFinaElf et Travelex.

UN LEGS D'OEUVRES D'ART A RAPPORTÉ PLUS DE 60 MILLIONS DE DOLLARS À L'UNICEF

Un legs extraordinaire a été fait à l'UNICEF en faveur des enfants – il se monte à plus de 60 millions de dollars – avec la vente de l'une des plus belles collections d'art moderne jamais assemblée, laissée par Mme René Gaffé. Des oeuvres de Léger, Magritte, Miró et Picasso – dont certaines n'avaient pas été présentées au public depuis plus de 50 ans – figuraient parmi celles qui ont été vendues par la maison de ventes aux enchères Christie's à New York le 6 novembre 2001, le produit de la vente ayant été remis à l'UNICEF par l'intermédiaire du Comité français pour l'UNICEF. À l'occasion de cette vente, l'UNICEF et Christie's ont donné un gala, avec le Secrétaire général de l'ONU et Mme Nane Annan comme invités d'honneur.

LES CONTRIBUTIONS À L'UNICEF ONT AUGMENTÉ EN 2001*

RECETTES

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires. Ces contributions proviennent de deux sources principales : gouvernements et organisations intergouvernementales; groupes non gouvernementaux, secteur privé et particuliers.

Le volume total des contributions pour 2001 s'est élevé à 1 225 millions de dollars. Après ajustement, le montant des recettes constatées s'est élevé à 1 218 millions de dollars, contre un volume total de contributions de 1 139 millions de dollars (pour un montant de recettes constatées de 1 131 millions de dollars) en 2000. La contribution des gouvernements et des organisations intergouvernementales s'est élevé à 64 % du montant total des recettes (790 millions de dollars). Les organisations non gouvernementales et le secteur privé ont versé une contribution de 399 millions de dollars (33 % du montant total des recettes). Le solde de 36 millions de dollars (3 % des recettes) est venu d'autres sources, dont les intérêts créditeurs (voir tableaux « Contributions à l'UNICEF par provenance », page 32, et « Montant total des recettes de l'UNICEF par provenance, 2001 », pages 43 à 47).

Les ressources ordinaires sont l'assise financière de l'UNICEF

Les ressources « ordinaires », qui sont les ressources de base de l'UNICEF, sont celles qui rendent possible l'exécution des programmes de coopération avec les pays, tandis que les « autres » ressources, qui sont des ressources affectées, sont indispensables pour étendre le rayon d'action de ces programmes. Les ressources ordinaires permettent d'effectuer des économies d'échelle pour faciliter l'acheminement d'une aide essentielle aux enfants, que ceux-ci vivent dans un environnement relativement stable ou doivent faire face à une situation d'urgence. Il s'impose donc de réaliser un équilibre optimal entre les ressources ordinaires et les autres ressources (c'est-à-dire les contributions affectées). De cet équilibre dépend la capacité de l'UNICEF d'assumer ses responsabilités dans des secteurs indispensables qui contribuent à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement et à l'instauration d'un monde digne des enfants.

En 2001, 551 millions de dollars ont été versés au titre des ressources ordinaires. Après ajustement, 544 millions de dollars ont été comptabilisés comme recettes ordinaires. Ce montant comprend les contributions versées par 100 gouvernements; le montant net des recettes provenant de la vente des cartes de vœux et autres produits; les fonds recueillis auprès du public (principalement par l'intermédiaire des Comités nationaux pour l'UNICEF); et diverses autres recettes (voir tableau « Les 20 donateurs en tête de liste pour leur contribution aux ressources ordinaires de l'UNICEF, 2001 », page 37). Le déséquilibre global entre les ressources ordinaires et les autres ressources s'est encore accentué cette année, la part des ressources ordinaires étant ramenée de 49 % des contributions versées en 2000 à 45 % en 2001.

*Les sommes sont exprimées en dollars des États-Unis.

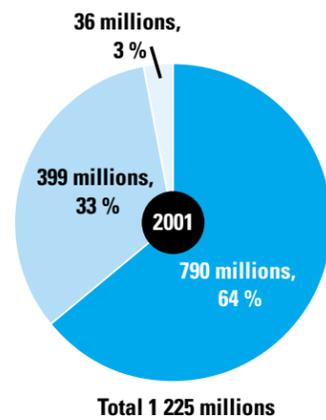


UNICEF/01-0310/Munir

L'UNICEF a envoyé au cours de l'année pour 14 millions de dollars de fournitures en Afghanistan

CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR PROVENANCE

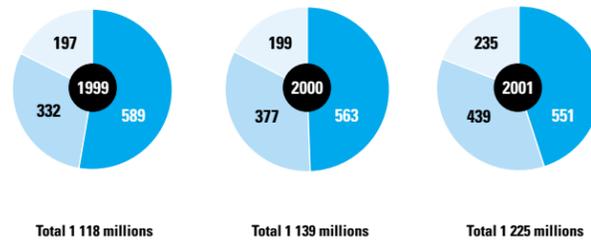
(pour 2001, en dollars des É.-U.)



- Gouvernements/organisations intergouvernementales
- Groupes non gouvernementaux/secteur privé (y compris les contributions des organismes des Nations Unies)
- Autres

RECETTES DE L'UNICEF, 1999-2001

(en millions de dollars des É.-U.)



- Ressources ordinaires
- Autres ressources (générales)
- Autres ressources (opérations d'urgence)

Un montant assuré de ressources ordinaires est un important facteur de prévisibilité pour ce qui est de la participation de l'UNICEF aux programmes de coopération avec les pays approuvés par le Conseil d'administration ainsi que pour l'appui aux programmes et la gestion et l'administration de l'organisation. Ces ressources de base permettent à l'UNICEF d'être présent partout dans le monde et de planifier ses travaux à long terme. Elles garantissent la qualité de son personnel et de ses compétences, et l'efficacité et la continuité de ses travaux. Les ressources ordinaires permettent aussi à l'organisation de réagir rapidement à l'évolution des priorités et aux situations d'urgence.

L'UNICEF compte sur ses ressources ordinaires pour aider les pays à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, en particulier dans les domaines où il dispose d'un avantage comparatif, comme lorsqu'il s'agit de vacciner les enfants et de garantir leur protection. Des ressources ordinaires sont allouées aux pays au titre des activités d'aide directe aux programmes en fonction de trois critères : le taux de mortalité des moins de 5 ans (la probabilité qu'un enfant meure avant l'âge de cinq ans, pour 1 000 naissances vivantes); le montant du revenu (PNB par habitant); et la taille de la population enfantine (voir tableau page 34 sur la répartition des ressources ordinaires par pays).

Autres ressources

La seconde catégorie de ressources de l'UNICEF, appelées « autres » ressources, sont des fonds affectés à des programmes et projets spéciaux, comme ceux qui ont trait à des priorités mondiales telles que le VIH/sida. Ces ressources permettent d'élargir la portée des programmes de coopération avec les pays et donnent à l'UNICEF des moyens supplémentaires pour fournir une assistance essentielle aux enfants et aux femmes, notamment lors des crises humanitaires. Pour pouvoir opérer les ajustements rendus nécessaires par la situation sur le terrain, l'UNICEF négocie pour obtenir des contributions qui soient assorties de restrictions aussi peu nombreuses que possible quant à l'utilisation des fonds.

Les contributions versées en 2001 par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et le secteur privé au titre des autres ressources se sont élevées à 674 millions de dollars (55 % des recettes). Sur ce total, 439 millions de dollars (36 % des recettes) ont servi à financer des projets approuvés par le Conseil d'administration venant s'ajouter aux programmes financés par les ressources ordinaires, et 235 millions de dollars (19 % des recettes) ont été affectés à des programmes de secours et de relèvement pour faire face à des situations d'urgence.

Contributions gouvernementales

La contribution des gouvernements et des organisations intergouvernementales s'est élevée à 790 millions de dollars, ce qui représente près des deux tiers (64 %) du montant total des recettes de l'UNICEF. Lors d'une réunion pour les annonces de

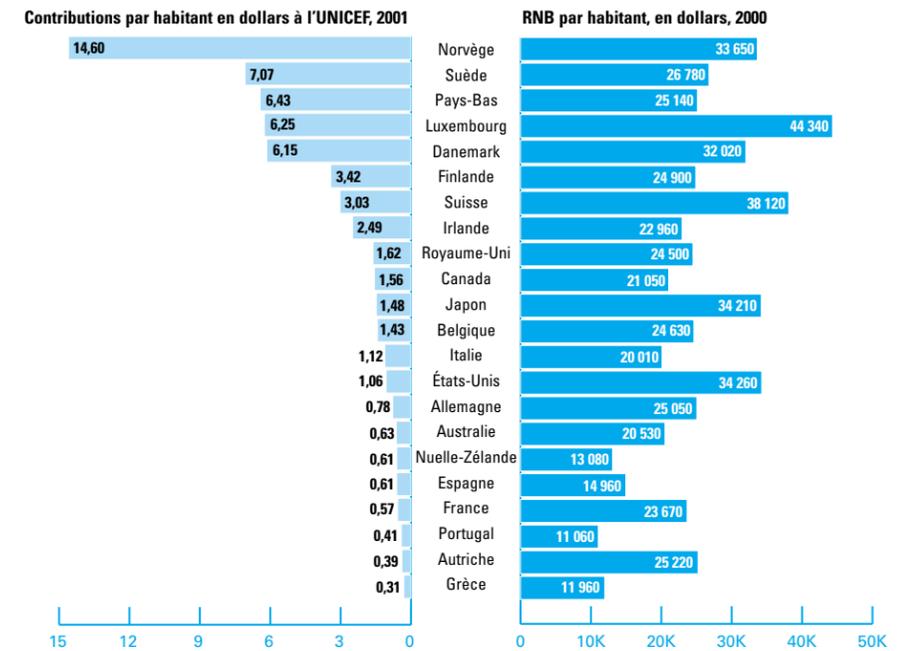
PROGRAMMES DE PAYS : FINANCÉS PAR LES RESSOURCES ORDINAIRES

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires de l'UNICEF, à hauteur des montants indiqués ici. L'UNICEF élargit la portée de ces programmes, notamment durant les crises humanitaires, en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés "autres ressources".

L'UNICEF a coopéré avec 162 pays, régions et territoires en 2001 : 46 en Afrique subsaharienne (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale); 35 en Amérique latine et aux Caraïbes (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes); 34 en Asie (Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique et Bureau régional pour l'Asie du Sud); 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord); et 27 en Europe centrale et orientale, dans la Communauté d'États indépendants et dans les États baltes.	Afghanistan*	2000-2002:	\$26 737 631	Équateur	1999-2003:	\$3 799 000	Madagascar	2001-2003:	\$14 344 000	Rép. dém. pop. lao	1998-2002:	\$5 265 000
	Programmes financés par des fonds au titre des activités régionales : dans le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – les Seychelles; dans le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord – la Libye. Programmes financés uniquement par d'autres ressources : la Croatie et la Yougoslavie.	Afrique du Sud*	2002-2006:	\$4 515 999	Égypte	2002-2006:	\$10 779 000	Malawi*	2002-2006:	\$23 943 000	Roumanie	2000-2004:
Albanie		2001-2005:	\$3 445 000	El Salvador	2002-2006:	\$3 419 000	Malaisie	2002-2004:	\$1 500 000	Rwanda	2001-2006:	\$14 147 000
* Comprend des ressources ordinaires supplémentaires allouées après que le Conseil d'administration eut approuvé les premiers fonds.	Algérie*	2002-2006:	\$5 662 000	Érythrée	2002-2006:	\$6 283 000	Maldives	1999-2002:	\$2 552 000	Sao-Tomé-et-Principe	2002-2006:	\$3 090 000
	Angola	1999-2003:	\$18 729 000	Éthiopie*	2002-2006:	\$81 016 784	Mali	1998-2002:	\$16 605 000	Sénégal*	2002-2006:	\$10 309 000
1 Notamment le Bélarus, la Bulgarie, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Ukraine.	Argentine	2002-2004:	\$900 000	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2002-2004:	\$1 836 000	Maroc	2002-2006:	\$6 983 000	Sierra Leone*	2002-2003:	\$5 512 042
	Arménie	2000-2004:	\$3 430 000	Gabon	2002-2006:	\$3 100 000	Mauritanie *	1999-2003:	\$5 474 753	Somalie	2001-2003:	\$13 793 000
2 Notamment Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, Grenade, les Îles Turques et Caïques, les Îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname, la Trinité-et-Tobago.	Azerbaïdjan	2000-2004:	\$4 519 000	Gambie	1999-2003:	\$3 594 000	Maurice	2001-2003:	\$1 500 000	Soudan	2002-2006:	\$23 690 000
	Bangladesh	2001-2005:	\$62 613 000	Géorgie	2001-2005:	\$3 380 000	Mexique	2002-2006:	\$3 430 000	Sri Lanka	2002-2006:	\$3 905 000
3 Notamment les Îles Cook, Les États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, Nioué, Palau, le Samoa, les Îles Salomon, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.	Belize	2002-2006:	\$3 010 000	Ghana	2001-2005:	\$17 165 000	Mongolie	2002-2006:	\$4 309 000	Swaziland	2001-2005:	\$3 295 000
	Béni	1999-2003:	\$5 913 000	Guatemala	2002-2006:	\$4 639 000	Mozambique	2002-2006:	\$36 288 000	Syrie**	2002-2006:	\$4 823 000
4 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Bhoutan	2002-2006:	\$4 390 000	Guinée	2002-2006:	\$11 966 000	Myanmar	2001-2005:	\$33 010 000	Tadjikistan	2000-2004:	\$6 080 000
	Bolivie*	1998-2002:	\$5 210 359	Guinée-Bissau*	1998-2002:	\$4 676 197	Namibie	2002-2005:	\$2 584 000	Tanzanie	2002-2006:	\$37 793 000
5 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Bosnie-Herzégovine	2002-2004:	\$1 881 000	Guinée équatoriale	1999-2003:	\$3 378 000	Népal	2002-2006:	\$21 606 000	Tchad	2001-2005:	\$12 204 000
	Botswana	2000-2002:	\$2 073 000	Guyana	2001-2005:	\$3 275 000	Nicaragua	2002-2006:	\$4 509 000	Thaïlande	2002-2006:	\$4 689 000
6 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Brésil	2002-2006:	\$3 705 000	Haiti*	2002-2006:	\$9 868 000	Niger	2000-2004:	\$31 672 000	Timor oriental*	2001-2002:	\$1 518 000
	Burkina Faso	2001-2005:	\$19 140 000	Honduras	2002-2006:	\$4 260 000	Nigéria	2002-2007:	\$123 706 000	Togo	1997-2001:	\$5 000 000
7 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Burundi*	2002-2004:	\$8 120 000	Îles Caraïbes orientales**	1998-2002:	\$7 159 550	Oman	2001-2003:	\$1 500 000	Tunisie	2002-2006:	\$3 329 000
	Cambodge	2001-2005:	\$15 583 000	Îles du Pacifique³	2002:	\$2 000 000	Ouganda	2001-2005:	\$26 088 000	Turquie	2001-2005:	\$4 500 000
8 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Cameroon*	1998-2002:	\$6 544 967	Inde*	1999-2002:	\$127 774 502	Ouzbékistan	2000-2004:	\$8 070 000	Turkménistan	2000-2004:	\$4 288 000
	Cap-Vert	2000-2004:	\$3 115 000	Indonésie	2001-2005:	\$25 442 000	Pakistan	1999-2003:	\$56 943 000	Uruguay	2002-2004:	\$1 800 000
9 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Chili	2002-2004:	\$1 800 000	Iran	2000-2004:	\$3 902 000	Panama	2002-2006:	\$2 100 000	Venezuela	1998-2002:	\$4 250 000
	Chine	2001-2005:	\$60 349 000	Iraq	2002-2004:	\$5 233 000	Papouasie-Nouvelle-Guinée*	1998-2002:	\$4 365 230	Viet Nam	2001-2005:	\$20 324 000
10 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Colombie	2002-2007:	\$5 075 000	Jamaïque	2002-2006:	\$3 020 000	Paraguay	2002-2006:	\$3 380 000	Yémen*	2002-2006:	\$19 001 229
	Comores	2002:	\$684 000	Jordanie⁴	1998-2002:	\$4 250 000	Pérou	2001-2005:	\$4 418 000	Zambie*	2002-2006:	\$18 198 000
11 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Congo*	2001-2002:	\$1 930 000	Kazakhstan	2000-2004:	\$4 500 000	Philippines	1999-2003:	\$12 499 000	Zimbabwe	2000-2004:	\$8 391 000
	Costa Rica	2002-2006:	\$3 030 000	Kenya	1999-2003:	\$16 785 000	Rép. centrafricaine	2002-2006:	\$7 732 000			
12 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Côte d'Ivoire	2002:	\$3 367 000	Kirghizistan	2000-2004:	\$4 038 000	Rép. dém. du Congo*	2000-2002:	\$47 115 612			
	Cuba	2002-2006:	\$3 069 000	Liban⁴	2002-2006:	\$3 035 000	Rép. dominicaine	2002-2006:	\$3 625 000			
13 L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001-2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).	Djibouti	1999-2003:	\$3 304 000	Lesotho	2002-2007:	\$5 579 000	Rép. de Moldova	2002-2006:	\$3 565 000			
	ECO, CEI et États baltes⁵	2002:	\$3 500 000	Libéria*	2001-2002:	\$2 840 000	Rép. pop. dém. de Corée	2001-2003:	\$2 761 000			

CONTRIBUTIONS* PAR HABITANT À L'UNICEF RAPPORTÉES AU RNB PAR HABITANT

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques



*Comprend les contributions des gouvernements et des donateurs du secteur privé.

Sources : le montant du revenu a été fourni par l'UNICEF. Chiffres sur le revenu national brut (RNB) par habitant et sur la population extraits de *La situation des enfants dans le monde 2002*.

contributions ayant eu lieu en janvier 2001, 66 gouvernements (28 gouvernements donateurs et 38 gouvernements de pays bénéficiaires de programmes) ont annoncé des contributions fermes ou indicatives aux ressources ordinaires de l'UNICEF – onze pays de plus qu'en 2000 ont annoncé des contributions. Trente pays ont annoncé des contributions pluriannuelles et 15 pays ont fourni des informations améliorées sur le calendrier des paiements. Ces deux initiatives ont permis à l'organisation d'affiner ses prévisions de recettes et de liquidités, ce qui va dans le sens d'une meilleure gestion des ressources financières.

Les États-Unis sont restés en tête des gouvernements donateurs, fournissant à l'UNICEF 216 millions de dollars au total. Ils ont versé en 2001 une contribution de 110 millions de dollars aux ressources ordinaires (voir tableau « Les 20 donateurs en tête de liste pour leur contribution aux ressources ordinaires de l'UNICEF, 2001 », page 37).

Au classement des gouvernements donateurs, le Japon est passé de la troisième à la deuxième place, avec une contribution totale de 98 millions de dollars, dont 26 millions ont été versés aux ressources ordinaires.

Le Royaume-Uni a pris la troisième place dans la liste des gouvernements donateurs en 2001, avec un montant total de 74 millions de dollars, dont environ 25 millions ont été affectés aux ressources ordinaires.

Avec un montant de 69 millions de dollars, dont 32 millions au titre des ressources ordinaires, les Pays-bas ont pris la quatrième place parmi les gouvernements donateurs.

Les quatre pays nordiques – la Norvège (qui a pris la cinquième place pour la contribution totale du gouvernement), la Suède (sixième place), le Danemark (neuvième place) et la Finlande (dixième place) sont restés d'importants bailleurs de fonds de l'UNICEF et figurent toujours parmi les dix principaux gouvernements donateurs avec une contribution de 64 millions de dollars, 60 millions, 31 millions et 14 millions, respectivement. La Norvège a conservé la deuxième place, derrière les États-Unis, en termes de contribution aux ressources ordinaires de l'organisation et elle reste le principal donateur au titre de la contribution par habitant.

Le Canada (septième place) et l'Italie (huitième place) ont versé en 2001 une contribution de 38 millions de dollars et de 36 millions, respectivement.

Avec environ 16 millions de dollars, l'Office humanitaire de la Communauté européenne est l'institution intergouvernementale qui a versé la contribution la plus élevée aux ressources globales.

Les pays bénéficiaires de programmes versent eux aussi des contributions aux ressources de base de l'UNICEF. En 2001, 73 pays non membres de l'OCDE l'ont fait – soit six de plus qu'en 2000.

DÉPENSES

La Directrice générale autorise les dépenses nécessaires pour faire suite aux recommandations approuvées par le Conseil d'administration au titre de l'assistance aux programmes. Le rythme des décaissements dans un pays donné dépend de la vitesse d'exécution des programmes.

En 2001, les dépenses de l'UNICEF, sommes passées par pertes et profits comprises, se sont élevées à 1 246 millions de dollars (contre 1 103 millions de dollars en 2000). Sur ce total, les programmes de coopération avec les pays ont absorbé 1 157 millions de dollars (93 %), la gestion et l'administration de l'organisation 81 millions (6 %), et les sommes passées par pertes et profits et autres dépenses environ 8 millions (1 %). L'accroissement substantiel des dépenses en 2001 tient à une augmentation de 17 % des autres ressources, au renforcement de la capacité d'absorption des grands programmes réalisés en Afrique et à l'exécution de divers programmes d'urgence. Il s'explique aussi par la stabilisation des systèmes de gestion de l'UNICEF, qui permet de mieux planifier et d'améliorer le rythme des engagements de ressources (voir diagramme à secteurs page 38 sur l'aide directe aux programmes de l'UNICEF, par priorité, 2001).

LES 20 DONATEURS EN TÊTE DE LISTE POUR LEUR CONTRIBUTION AUX RESSOURCES ORDINAIRES, 2001

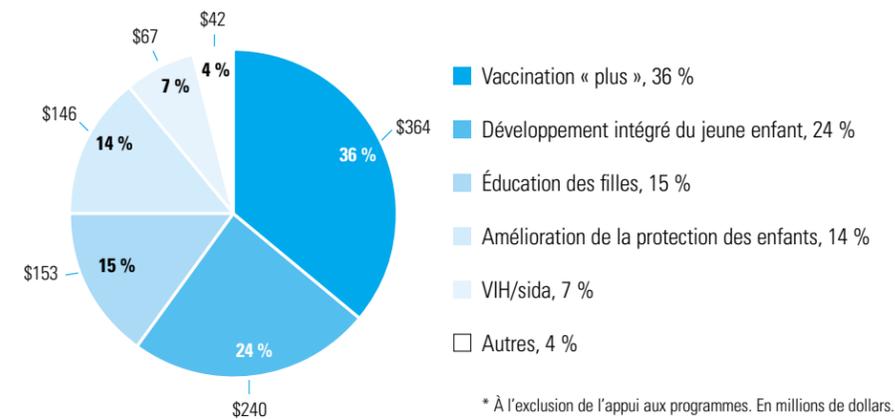
Gouvernements	Contributions (en milliers de dollars)	Contribution par habitant (en dollars)	Comités pour l'UNICEF	Contributions (en milliers de dollars)	Contribution par habitant (en dollars)
États-Unis	109 758	0,39	Japon	66 332	0,52
Norvège	34 510	7,72	Allemagne	28 620	0,35
Pays-Bas	31 744	2,00	Pays-Bas	24 928	1,57
Suède	29 748	3,36	Italie	21 352	0,37
Japon	25 596	0,20	France	18 156	0,31
Royaume-Uni	24 638	0,41	Espagne	12 923	0,32
Danemark	22 456	4,22	États-Unis	9 463	0,03
Italie	11 621	0,20	Royaume-Uni	8 093	0,14
Finlande	10 480	2,03	Suisse	7 103	0,99
Suisse	9 551	1,33	République de Corée	3 967	0,08
Canada	8 599	0,28	Portugal	3 356	0,34
France	6 631	0,11	Hong Kong	3 228	0,47
Allemagne	3 870	0,05	Belgique	2 841	0,28
Irlande	3 463	0,91	Grèce	2 628	0,25
Belgique	3 131	0,31	Finlande	2 101	0,41
Australie	2 625	0,14	Danemark	1 625	0,31
Espagne	1 606	0,04	Autriche	1 319	0,16
République de Corée	1 500	0,03	Suède	1 305	0,15
Chine	1 217	0,001	Slovénie	916	0,46
Arabie Saoudite	1 000	0,05	Norvège	835	0,19

LES TROIS PRINCIPAUX GOUVERNEMENTS DONATEURS

en termes de contribution : États-Unis, Japon, Royaume-Uni
en termes de contribution, par habitant : Norvège, Suède, Danemark

Sources : montant des contributions pour 2001 fourni par l'UNICEF. La contribution par habitant a été calculée en utilisant les chiffres sur la population fournis par *La situation des enfants dans le monde 2002*.

AIDE DIRECTE AUX PROGRAMMES DE L'UNICEF, PAR PRIORITÉ, 2001*



* À l'exclusion de l'appui aux programmes. En millions de dollars.

BUDGET D'APPUI BIENNAL 2000-2001

En septembre 1999, le Conseil d'administration de l'UNICEF a approuvé le budget d'appui biennal pour l'exercice 2000-2001. Ce budget à croissance zéro par rapport à l'exercice biennal 1998-1999 est le fruit des mesures d'efficacité et du programme de perfectionnement des méthodes de gestion. Dans ce budget, l'organisation a pu maximiser les ressources affectées aux programmes et renforcer l'orientation stratégique des opérations du siège afin de contribuer plus efficacement à la réalisation des priorités définies dans le Plan à moyen terme pour 1998-2001. En termes réels, le budget d'appui biennal pour l'exercice 2000-2001 représente une réduction de 4 % par rapport à l'exercice 1998-1999.

Le budget d'appui comprend deux catégories : 1) assistance aux programmes des bureaux de pays et des bureaux régionaux et prise en charge d'une petite partie des opérations du siège liée à la mise au point et à l'exécution des programmes; et 2) gestion et administration, couvrant les fonctions de direction générale, politique organisationnelle, relations extérieures et gestion de l'information, ainsi que d'administration des ressources financières et humaines assumées par le siège. Grâce à la poursuite de la tendance à la décentralisation et à l'amélioration des méthodes de travail, le budget d'appui du siège pour l'exercice 2000-2001 a baissé en termes réels de 4 % par rapport à l'exercice 1998-1999 et de près de 9 % par rapport à l'exercice 1996-1997. La gestion et l'administration ont représenté 6 % du montant total des dépenses pour l'exercice 2000-2001.

POUR UNE ORGANISATION DE GRANDE QUALITÉ



UNICEF/01-0080/Bronstein

Le Plan à moyen terme pour la période 1998-2001 a retenu des interventions prioritaires visant à renforcer la capacité d'organisation et à améliorer les résultats des programmes dans les domaines de la gestion des ressources humaines, des services opérationnels d'approvisionnement et des systèmes informatisés d'aide intégrée à la gestion. Les sections suivantes présentent les principales réalisations de 2001.

L'UNICEF a fourni 40 % des doses de vaccin mises à la disposition des enfants dans le monde

L'UNICEF possède l'un des plus vastes réseaux d'approvisionnement du système des Nations Unies. En 2001, l'organisation a acheté dans le monde des fournitures pour un montant de 596 millions de dollars, contre 502 millions en 2000.

Les fournitures – médicaments, vaccins, micronutriments, matériel médical et éducatif et aide d'urgence – sont une composante essentielle des programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays. En 2001, les achats « à l'extérieur » effectués par l'UNICEF par l'intermédiaire de son bureau de Copenhague et du siège de New York ont porté sur un montant de 357 millions de dollars. Des fournitures pour un montant de 239 millions de dollars ont été livrées aux pays en développement par des fournisseurs locaux et régionaux. Huit des 20 premiers pays fournisseurs de l'UNICEF ont été des pays où il appuie des programmes en faveur des enfants.

L'UNICEF achète 40 % des doses de vaccin mises à la disposition des enfants du

monde et est le principal fournisseur de vaccins des pays en développement. L'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) est largement tributaire de l'UNICEF pour l'achat et la fourniture de vaccins. Les achats de vaccins dans le monde ont représenté 261 millions de dollars en 2001, contre 121 millions en 2000. Cette augmentation s'explique en partie par le lancement par la GAVI des vaccins contre l'hépatite B et contre *Haemophilus influenzae* type B (Hib). La sécurité vaccinale – le fait d'assurer un approvisionnement régulier de vaccins d'un prix abordable – a conservé un degré élevé de priorité.

Les médicaments et les micronutriments sont demeurés une composante importante des fournitures que l'UNICEF achemine vers les pays. L'UNICEF a lancé de nouveaux matériels pour apporter un appui plus efficace dans les deux domaines essentiels que sont l'éducation et les divertissements. Des équipements pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, qui occupent la deuxième place parmi les groupes de produits, ont été fournis pour un montant de 55 millions de dollars.

Les centres régionaux ont raccourci les délais de livraison des fournitures, en particulier dans le cas des situations d'urgence. Une Équipe d'urgence spécialisée a été mise sur pied pour assurer la coordination et l'acheminement rapide des fournitures. En planifiant la préparation aux situations d'urgence, l'UNICEF a été amené à mobiliser des fournitures essentielles et à préparer leur livraison à bref délai, par exemple pour faire face à la situation d'urgence en Afghanistan.

L'UNICEF a été l'un des premiers organismes des Nations Unies à faire parvenir des fournitures d'urgence aux enfants afghans. Au cours du dernier trimestre de l'année, il a organisé plus de 100 convois terrestres et 41 ponts aériens pour livrer des vivres, du matériel pour abri, du matériel éducatif et nutritionnel, et d'autres produits d'urgence – pour un montant de 14 millions de dollars – à l'Afghanistan.

Les systèmes intégrés fondés sur les TI ont amélioré la gestion de l'information

Ces dernières années, l'UNICEF a adopté plusieurs systèmes informatisés d'aide à la gestion : le Système de gestion des programmes (ProMS), qui couvre les ressources humaines et les états de paie des bureaux extérieurs; le Système financier et logistique (FLS), et le Système intégré de gestion (IMIS), qui couvre les ressources humaines du siège, le personnel recruté sur le plan international et les états de paie de New York. Grâce à ces systèmes, qui sont de plus en plus stables, le siège a plus facilement accès aux informations de base concernant les programmes régionaux et nationaux et ces informations circulent plus facilement entre tous les bureaux.

La qualité de la gestion globale de l'infrastructure des technologies de l'information (TI) et des services en la matière s'est améliorée en 2001, les composantes

principales de cette infrastructure étant contrôlées par un logiciel et des processus de gestion d'entreprise. Le réseau étendu à base IP (protocole Internet) couvre à présent les trois quarts des bureaux extérieurs.

L'UNICEF a réagi rapidement et efficacement aux événements du 11 septembre 2001, ce qui lui a permis de rendre aussi courte que possible la période d'interruption de la connexion à l'Internet au niveau mondial. Tous les systèmes se sont remis à fonctionner dans les 48 heures qui ont suivi. L'organisation a pris des dispositions pour être encore mieux préparée à faire face à des situations d'urgence en matière de TI.

L'utilisation de l'Intranet de l'UNICEF a augmenté de 250 % par rapport à 2000. Le site Web de l'UNICEF, www.unicef.org, a vu le nombre mensuel des consultations passer de 3 millions à près de 5 millions, ce qui accroît la visibilité et la capacité d'approche de l'UNICEF, en particulier dans les situations d'urgence.

Le personnel est invité à élargir ses compétences

En 2001, l'UNICEF a continué d'affiner les capacités de gestion et d'initiative de son personnel en organisant des activités focalisées sur trois domaines : l'approche de l'exécution des programmes fondée sur les droits, la coopération avec les autres organismes des Nations Unies dans le domaine de la réforme de l'ONU et la préparation aux situations d'urgence.

Environ 85 % des 6 000 postes de l'UNICEF sont affectés aux bureaux extérieurs, cette répartition permettant au personnel de l'organisation d'acquérir des compétences précieuses du point de vue des opérations sur le terrain. Aux fins d'enrichir leur expérience et leurs connaissances, les membres du personnel sont encouragés à accepter une affectation dans un autre lieu d'affectation ou un autre domaine de spécialisation. En 2001, 150 membres du personnel ont été affectés à de nouveaux postes dans l'esprit de cette politique de roulement. L'UNICEF a également lancé un Programme des jeunes administrateurs, qui consiste à former de futurs cadres et gestionnaires, et poursuivi le travail d'élaboration du nouveau Projet de gestion de la relève, qui se propose de trouver les administrateurs les plus aptes à occuper des postes clés.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002

L'UNICEF est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et prend des décisions relatives aux plans administratifs et financiers, ainsi qu'aux budgets. Ses membres sont élus par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies et conservent généralement leur siège pendant trois ans.

MEMBRES EN 2002 :

Président :

S.E. M. Andrés Franco (Colombie)

Vice-Présidents :

M. Olivier Chave (Suisse)

S.E. M. Crispin Grey Johnson (Gambie)

S.E. M. Murari Raj Sharma (Népal)

M. Marius Ioan Dragolea (Roumanie)

MEMBRES DU CONSEIL :

Mandats expirant le :

31 décembre 2002 : Allemagne, Australie, Côte d'Ivoire, Cuba, États-Unis d'Amérique, Guinée, Inde, Italie, République islamique d'Iran, Roumanie, Trinité-et-Tobago

31 décembre 2003 : Arménie, Colombie, Gabon, Gambie, Indonésie, Japon, Madagascar, Maroc, Norvège, Portugal, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Suède, Yémen

31 décembre 2004 : Chine, Équateur, Fédération de Russie, France, Irlande, Jamaïque, Lesotho, Népal, Pays-Bas, Slovénie, Suisse

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2001¹

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Afrique du Sud	50 332	300 564				21 000	371 896
Albanie					29		29
Algérie	20 000				649	21 430	42 079
Allemagne	3 869 795	609 767	28 620 479	30 411 223	53	105 083	63 616 401
Andorre	14 000	76 112	154 181	176 642			420 935
Angola					12 000		12 000
Arabie saoudite	1 000 000		280 412				1 280 412
Argentine					(436 325)	2 700 888	2 264 563
Australie	2 625 059	6 853 461	64 451	2 463 053			12 006 024
Autriche	971 050	222	1 319 411	853 671			3 144 353
Azerbaïdjan						100 000	100 000
Bahamas	1 600						1 600
Bangladesh	34 500	219 227				34 041	287 768
Barbade	4 000				868		4 868
Bélarus	15 000						15 000
Belgique	3 130 824	6 652 490	2 841 460	2 055 960	595		14 681 329
Belize	37 879						37 879
Bénin					644		644
Bhoutan	12 100						12 100
Bolivie		878 160			(51 594)		826 566
Botswana	9 376				75		9 451
Bésil					1 220 831	6 186 799	7 407 630
Bulgarie	(10)		46 438				46 428
Burkina Faso	1 428				2 224		3 652
Burundi	1 170						1 170
Cameroun					171		171
Canada	8 598 690	29 625 563	461 189	5 273 407		(7 620)	43 951 229
Cap-Vert					3 108		3 108
Chili	77 000	20 000			142 465	119 705	359 170
Chine	1 216 542				74 151	150 255	1 440 947
Chypre	2 400				285 218		287 618
Colombie	452 500	(478)			436 505	418 433	1 306 960
Comores					4 621		4 621
Congo	8 000						8 000
Congo Rép. dém.					2 977		2 977
Costa Rica	53 381					7 032	60 413
Côte d'Ivoire					84 152		84 152
Croatie					133 615		133 615
Cuba	25 000					3 154	28 154
Danemark	22 456 000	8 249 911	1 624 580	407 937			32 738 428
Djibouti					1 123		1 123
Égypte	23 110	192 038			20 541		235 690
El Salvador	25 000						25 000
Émirats arabes unis	100 000						100 000
Équateur	22 254				230 507	123 066	375 827
Espagne	1 605 550	140 111	12 922 551	9 741 192			24 409 404
Estonie		35 672	103 470				139 142
États-Unis d'Amérique	109 758 000	106 619 304	9 463 165	36 559 531		55 500	262 455 500
Éthiopie	35 915				28 537	29 058	93 510
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2 500						2 500
Fédération de Russie	500 000						500 000
Fidji	(10)						(10)

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2001¹

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Finlande	10 479 775	3 275 950	2 101 194	1 833 545			17 690 465
France	6 631 233	1 731 529	18 156 089	7 370 267			33 889 118
Gabon					10 232		10 232
Gambie	511				445		955
Géorgie	1 000	1 000					2 000
Ghana	10 000					2 532	12 532
Gibraltar					14 728		14 728
Grèce	265 000		2 628 224	400 549			3 293 773
Guinée-Bissau					707		707
Guyana	2 940						2 940
Honduras	25 795				6 379		32 174
Hong Kong			3 228 098	2 434 071			5 662 169
Hongrie			218 328				218 328
Îles Caïmanes					20 000		20 000
Îles Vierges britanniques	1 500						1 500
Inde	649 140				(6 730)	2 183	644 593
Indonésie	75 000				281 500	(5 098)	351 402
Iran, République islamique	53 500				218 230		271 730
Irlande	3 462 990	4 289 599	608 093	1 098 525	120		9 459 327
Islande	110 529				16 874		127 404
Israël	60 000	60 000	19 673				139 673
Italie	11 621 260	24 757 632	21 351 935	6 748 923			64 479 750
Jamaïque	1 538				3 529		5 068
Japon	25 596 000	72 006 910	66 332 402	21 648 438	8 459		185 592 208
Jordanie	14 124						14 124
Kenya					22 670		22 670
Koweït	200 000						200 000
Lesotho	(2 590)				736		(1 854)
Lettonie	5 000		13 161				18 161
Liban		132 911			131 646	275 657	540 214
Liechtenstein	3 933	73 323					77 255
Lituanie			37 291				37 291
Luxembourg	424 800	534 002	632 153	1 138 732			2 729 688
Madagascar	5 505	78 840					84 345
Malaisie	84 000				767	2	84 769
Malawi	160				8 664		8 824
Maldives	7 500						7 500
Malte					2 107		2 107
Maroc	2 421				258 771	42 655	303 847
Maurice	7 855					9 523	17 377
Mauritanie	3 207						3 207
Mexique	200 943	25 457			87 815	1 079 032	1 393 247
Monaco	16 000				78 714		94 714
Mongolie	11 000						11 000
Mozambique					3 046		3 046
Myanmar	3 435						3 435
Namibie					44	(2 098)"	(2 053)
Nauru	3 000						3 000
Népal						1 094	1 094
Nicaragua	15 000	122 990					137 990
Niger					358		358
Nigéria		(1 728)			315 336	103 094	416 702

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2001¹

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Norvège	34 509 975	29 805 394	834 716	89 787			65 239 872
Nouvelle-Zélande	960 696	1 316 816		34 453			2 311 964
Oman	60 000	41 667					101 667
Ouganda		25 000			17 432		42 432
Pakistan	89 411				(62 584)		26 828
Panama	35 086	1 056 104			69 079	16 000	1 176 269
Paraguay					7 934	1 818	9 752
Pays-Bas	31 744 375	37 062 263	24 927 930	8 241 236		101 975 805	68 806 638
Pérou	10 000				175 166	45 945	231 111
Philippines	54 778	(2 548)			344 802	621 749	1 018 781
Pologne	71 000	80 046	257 031				408 077
Portugal	200 000	218 393	3 355 791	360 161			4 134 346
Qatar		10 000					10 000
Rép. dém. populaire lao	5 350						5 350
République arabe syrienne	5 289	10 000			2 490		17 780
République de Corée	1 500 000		3 967 239	909 699		4 300	6 381 238
République de Moldova						2 872	2 872
Rép. dém. pop. de Corée	30 375						30 375
République dominicaine		52 028			48 536	3 373	103 936
République tchèque				172 901			172 901
République-Unie de Tanzanie					29 066		29 066
Roumanie	10 071						10 071
Royaume-Uni	24 637 760	49 244 268	8 092 781	14 464 771			96 439 580
Rwanda					1 337		1 337
Saint-Marin			2 329	14 848			17 177
Samoa	1 000						1 000
Sénégal		22 598			150 901	10	173 509
Singapour	50 000	344			224 777	83 296	358 417
Slovaquie			184 544				184 544
Slovénie	10 000		915 697	232 055			1 157 751
Soudan						23 735	23 735
Sri Lanka	15 175					7 038	22 213
Suède	29 747 520	30 357 788	1 305 166	1 078 164	846		62 489 483
Suisse	9 550 600	1 759 287	7 102 997	3 256 297		47 441	21 716 623
Suriname		346 154					346 154
Swaziland	1 248						1 248
Tchad		22 986			505		23 490
Thaïlande	47 221	30 855			155 616	1 604 272	1 837 964
Togo					6 491		6 491
Trinité-et-Tobago	4 902						4 902
Tunisie	44 755				16 767		61 522
Turquie	120 000	5 000	330 455	20 160			475 615
Ukraine						25 000	25 000
Uruguay					97	570 077	570 174
Venezuela	47 004				118 157	308 241	473 403
Viet Nam	13 709					3 338	17 047
Yémen	16 730				367		17 097
Yougoslavie					117 301		117 301
Zambie					31 126		31 126
Zimbabwe					1 092		1 092
Ressources diverses					7 711 873 ⁴	0	7 711 874

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2001¹

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
SOUS-TOTAL	350 403 763	419 024 979	224 397 591	159 317 299	13 183 124	14 897 463	1 181 224 218
Donateurs intergouvernementaux non gouvernementaux et du système de l'ONU							
AGFUND		50 000					50 000
American Red Cross						125 000	125 000
Banque mondiale						100 000	100 000
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU)						657 870	657 870
Bureau du Programme pour l'Iraq (ONU)						150 000	150 000
Centre de recherches pour le dév. internat.						3 151 175	3 151 175
Columbia University, New York City						1 609 200	1 609 200
Commission européenne		3 541 026					3 541 026
Conseil de l'Europe		14 406					14 406
Département des opérations de maintien de la paix (ONU)						203 777	203 777
Entraide universitaire mondiale du Canada						917 607	917 607
Fondation Bernard Van Leer, Pays-Bas						50 000	50 000
Fondation pour les Nations Unies						20 271 699	20 271 699
Fonds de l'OPEP		350 000					350 000
Fonds des Nations Unies pour la population						400 000	400 000
Fonds mondial pour les vaccins de l'enfance						4 666 881	4 666 881
Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme						237 300	237 300
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés						260 542	260 542
Mission des Nations Unies en Érythrée						24 000	24 000
Netaid.org Foundation						86 316	86 316
Office humanitaire de la Communauté européenne		16 351 884					16 351 884
OMS						3 009 824	3 009 824
Organisation de l'unité africaine		552					552
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe		75 000					75 000
PNUD						309 810	309 810
Programme alimentaire mondial						28 940	28 940
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA						3 896 639	3 896 639

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2001¹

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Programme de technologies sanitaires appropriées (PATH)						1 000 000	1 000 000
Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues						2 620	2 620
Rotary International						10 724 206	10 724 206
Secrétariat de l'ONU						9 622 607	9 622 607
Tetsuko Kuroyanagi, Japon						2 479 675	2 479 675
UNESCO						41 198	41 198
SOUS-TOTAL							84 425 153
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes⁴	681 408	(567 665)				389 173	(463 734)
Autres recettes							36 164 080
Moins le coût des marchandises livrées et autres dépenses⁶							(76 414 870)
Moins les postes correspondant aux dépenses d'appui biennales							(7 888 423)
TOTAL GÉNÉRAL							1 217 549 342

NOTES:

¹ Toutes les contributions sont exprimées en dollars des États-Unis; les sommes ont été arrondies.

² Y compris les fonds affectés aux programmes d'urgence.

³ Y compris les recettes de la Division du secteur privé.

⁴ Lorsque la provenance n'est pas indiquée, les recettes diverses consistent essentiellement en recettes du secteur privé.

⁵ Y compris les remboursements et les ajustements de recettes effectués au cours des années précédentes.

⁶ Coût des marchandises livrées et des autres dépenses de fonctionnement de la Division du secteur privé, à l'exclusion des commissions retenues par les partenaires commerciaux.

PARTENARIATS ET ALLIANCES À L'ÉCHELLE MONDIALE

« Dire oui pour les enfants » et Mouvement mondial en faveur des enfants (MME) : Partenaires originaires du MME (BRAC, Fondation Netaid.org, Plan International, Save the Children, UNICEF, World Vision), FIFA, Fox Kids, Fondation Bill & Melinda Gates (Fondation Gates), International Council of the National Academy of Television Arts and Sciences, Nickelodeon, FNU ~ **Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles :** DFID, Parthenon Trust, ActionAid, Fondation Aga Khan, Campaign for Female Education (Camfed), Voluntary Service Overseas (VSO) et d'autres organisations non gouvernementales. Les organismes des Nations Unies partenaires sont les suivants : Banque mondiale, Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement, Division de la promotion de la femme et Département des affaires économiques et sociales (ONU), FNUAP, HCR, OIT, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNIFEM ~ **Éducation/Éducation des filles :** Banque mondiale, Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, Norvège, UNESCO ~ **Développement du jeune enfant :** Consultative Group on Early Childhood Care and Development, Fondation Bernard Van Leer, OMS, OPS, PAM, Third Millennium Foundation, UNESCO ~ **Santé des femmes et maternité sans risques :** ASDI, Banque asiatique de développement, Banque mondiale, CARE, Columbia University et Fondation Gates, DFID, FNUAP, JHPIEGO Corporation (Programme de santé maternelle et néonatale), OMS, Save the Children, USAID ~ **Nutrition de l'enfant :** ACIDI, Banque mondiale, PAM, Pays-Bas, USAID ~ **Troubles dus à la carence en iode :** Réseau pour l'élimination permanente de la carence en iode (Association chinoise de l'industrie du sel, Association européenne des producteurs de sel, CDC, International Council for the Control of Iodine Deficiency Disorders, Kiwanis International, The Micronutrient Initiative, OMS, Rollins School of Public Health of Emory University (États-Unis), Salt Institute, UNICEF), Allemagne, Australie, Canada, États-Unis, Japon, Pays-Bas, Banque asiatique de développement, Banque mondiale, Fondation Gates, Fonds japonais pour la réduction de la pauvreté, Kiwanis International, PAM, USAID ~ **Élimination du tétanos maternel et néonatal :** Japon, FNUAP, Fonds des États-Unis pour l'UNICEF, Basic Support for Institutionalizing Child Survival, Becton, Dickinson and Company, Fondation Gates, OMS, PATH, Save the Children/USA ~ **Prévention du paludisme :** France, Italie, Pays-Bas, Banque mondiale, DFID, JICA, OMS, PNUD, USAID, World Vision ~ **Eau, assainissement et hygiène :** Japon, Pays-Bas, Centre de référence pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, DFID, OMS, USAID ~ **GAVI :** plus de 50 gouvernements, fabricants de vaccins dans le monde, instituts de recherche et de santé publique, Banque mondiale, Fondation Gates, OMS, programme de vaccins pour enfants de PATH et d'autres ONG ~ **Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite :** États-Unis, Japon, ACIDI, CDC, FNU, Fondation Gates, OMS, Rotary International, USAID, partenaires du secteur privé ~ **Vitamine A :** Canada, États-Unis, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Global Alliance for Improved Nutrition, Helen Keller International, International Vitamin A Consultative Group, The Micronutrient Initiative, OMS ~ **Rougeole :** ACIDI, American Red Cross, CDC, FNU, OMS, OPS, sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le monde, March of Dimes, Ani and Narod Memorial Fund ~ **Prévention de la discrimination fondée sur le sexe et promotion de l'égalité entre les sexes :** Irlande, Pays-Bas, ACIDI, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU), CICR, DFID, FNUAP, HCR, PNUD, UNIFEM, USAID

~ **Lutte contre le VIH/sida :** ACIDI, CDC, Elizabeth Glazer Paediatric AIDS Foundation, Family Health International, FNU/FNUPI, Médecins Sans Frontières, Plan International, Population Council, ONUSIDA, USAID ~ **Protection des enfants contre l'exploitation, la violence et la maltraitance :** Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants, CICR, Comité des ONG pour les droits de l'enfant, ECPAT International, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, HCR, OIM, OIT, OMS, ONUSIDA, Plan International, Save the Children Alliance, Société internationale pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants ~ **Impact des conflits armés sur les enfants :** Amnesty International, Appel pour la paix de La Haye, Bureau Quaker auprès des Nations Unies, Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, CARE, Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, Comité des ONG pour le sous-groupe de travail de l'UNICEF sur les enfants et les conflits armés, Comité international de secours, Comité permanent interorganisations, pays donateurs, Commission des femmes pour les femmes et enfants réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, Département des opérations de maintien de la paix (ONU), Groupe des PDIP du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU), Human Rights Watch, Human Security Trust Fund, Rapporteurs spéciaux des Nations Unies, Représentant du Secrétaire général chargé d'examiner la question des personnes déplacées, Terre des Hommes, World Vision ~ **Développement et participation des adolescents :** ACIDI, ASDI, CARE, DFID, FNUAP, FNUPI, JICA, ONUSIDA, Save the Children, USAID ~ **Médias et radiotélédiffusion :** BBC World Service, CNN Student Bureaux, Levi's®, MTV Asia, Reuters « Africa Journal, » www.allAfrica.com

SIGLES

ACDI (Agence canadienne de développement international, gouvernement canadien), **ASDI** (Agence suédoise de développement international, gouvernement suédois), **BRAC** (Comité du Bangladesh pour le progrès rural), **CARE** (Cooperative for American Relief Everywhere, Inc.), **CDC** (Centers for Disease Control and Prevention, États-Unis), **CICR** (Comité international de la Croix-Rouge), **DFID** (Department for International Development, gouvernement du Royaume-Uni), **ECPAT International** (End Child Prostitution, Child Pornography and the Trafficking of Children for Sexual Purposes), **FIFA** (Fédération internationale de football association), **FNU** (Fondation pour les Nations Unies), **FNUAP** (Fonds des Nations Unies pour la population), **FNUPI** (Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux), **GAVI** (Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination), **HCR** (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), **JICA** (Agence japonaise de coopération internationale), **OIM** (Organisation internationale pour les migrations), **OIT** (Organisation internationale du Travail), **OMS** (Organisation mondiale de la santé), **ONG** (organisation non gouvernementale), **ONUSIDA** (Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida), **OPS** (Organisation panaméricaine de la santé), **PAM** (Programme alimentaire mondial), **PATH** (Program for Appropriate Technology in Health), **PNUD** (Programme des Nations Unies pour le développement), **UNESCO** (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), **UNIFEM** (Fonds de développement des Nations Unies pour la femme), **USAID** (Agency for International Development des États-Unis).

LA DIMENSION MONDIALE DE L'UNICEF

SIÈGE ET BUREAUX RÉGIONAUX

Siège, New York (*États-Unis*)
 Bureau régional pour l'Europe, Genève (*Suisse*)
 Bureau régional de l'Europe centrale et orientale, de la Communauté d'États indépendants et des États baltes, Genève (*Suisse*)
 Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Nairobi (*Kenya*)
 Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, Abidjan (*Côte d'Ivoire*)
 Bureau régional des Amériques et des Caraïbes, Panama (*Panama*)
 Bureau régional de l'Asie orientale et du Pacifique, Bangkok (*Thaïlande*)
 Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Amman (*Jordanie*)
 Bureau pour le Japon, Tokyo (*Japon*)
 Bureau de Bruxelles (*Belgique*)
 Centre de recherche Innocenti, Florence (*Italie*)

BUREAUX EXTÉRIEURS

Amériques et Caraïbes	Sainte-Lucie	Pologne
Antigua-et-Barbuda	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	République de Moldova
Argentine	Suriname	République tchèque
Barbade	Trinité-et-Tobago	Roumanie
Belize	Uruguay	Slovaquie
Bolivie	Venezuela	Tadjikistan
Brésil		Turkménistan
Chili		Turquie
Colombie	Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes	Ukraine
Costa Rica		Yougoslavie
Cuba		Asie orientale et Pacifique
Dominique	Albanie	Cambodge
El Salvador	Arménie	Chine
Équateur	Azerbaïdjan	États fédérés de Micronésie
Grenade	Bélarus	Fidji
Guatemala	Bosnie-Herzégovine	Îles Cook
Guyana	Bulgarie	Îles Marshall
Haïti	Croatie	Îles Salomon
Honduras	Estonie	Indonésie
Îles Turques et Caïques	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Kiribati
Îles Vierges britanniques	Fédération de Russie	Malaisie
Jamaïque	Géorgie	Mongolie
Mexique	Hongrie	Myanmar
Montserrat	Kazakhstan	Nioué
Nicaragua	Kirghizistan	Palaos
Panama	Lettonie	Papouasie-Nlle-Guinée
Paraguay	Lituanie	Philippines
Pérou	Ouzbékistan	Rép. dém. pop. lao
République dominicaine		Rép. pop. dém. de Corée
Saint-Kitts-et-Nevis		

Samoa	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale
Thaïlande	Algérie	Bénin
Timor oriental	Arabie saoudite	Burkina Faso
Tokélaou	Bahreïn	Cameroun
Tonga	Cisjordanie et Gaza	Cap-Vert
Tuvalu	Djibouti	Congo
Vanuatu	Égypte	Côte d'Ivoire
Viet Nam	Émirats arabes unis	Gabon
	Iran (Rép. islam. d')	Gambie
	Iraq	Ghana
Afrique de l'Est et Afrique australe	Jamahiriya arabe libyenne	Guinée
Afrique du Sud	Jordanie	Guinée-Bissau
Angola	Koweït	Guinée équatoriale
Botswana	Liban	Libéria
Burundi	Maroc	Mali
Comores	Oman	Mauritanie
Érythrée	Qatar	Niger
Éthiopie	Rép. arabe syrienne	Nigéria
Kenya	Soudan	Rép. centrafricaine
Lesotho	Tunisie	Rép. dém. du Congo
Madagascar	Yémen	Sao Tomé-et-Principe
Malawi		Sénégal
Maurice	Asie du Sud	Sierra Leone
Mozambique	Afghanistan	Tchad
Namibie	Bangladesh	Togo
Ouganda	Bhoutan	
Rwanda	Inde	
Seychelles	Maldives	
Somalie	Népal	
Swaziland	Pakistan	
Rép.-Unie de Tanzanie	Sri Lanka	
Zambie		
Zimbabwe		

COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF

Allemagne	Grèce	Pologne
Andorre	Hong Kong	Portugal
Australie	Hongrie	République de Corée
Autriche	Irlande	République tchèque
Belgique	Israël	Royaume-Uni
Bulgarie	Italie	Saint-Marin
Canada	Japon	Slovaquie
Danemark	Lettonie	Slovénie
Espagne	Lituanie	Suède
Estonie	Luxembourg	Suisse
États-Unis d'Amérique	Norvège	Turquie
Finlande	Nouvelle-Zélande	
France	Pays-Bas	



UNICEF/01-0264/Pirozzi

Les vedettes internationales, porte-parole de l'UNICEF

LORD RICHARD ATTENBOROUGH, Ambassadeur itinérant

HARRY BELAFONTE, Ambassadeur itinérant (*apparaissant sur la photo ci-dessus en compagnie de sa femme, Julie, et d'enfants sud-africains*)

JUDY COLLINS, Représentante spéciale pour les arts du spectacle

MIA FARROW, Représentante spéciale

JULIO IGLESIAS, Représentant spécial pour les arts du spectacle

JOHANN OLAV KOSS, Représentant spécial pour les sports

TETSUKO KUROYANAGI, Ambassadrice itinérante

LEON LAI, Représentant spécial pour la jeunesse

ROGER MOORE, Ambassadeur itinérant

NANA MOUSKOURI, Représentante spéciale pour les arts du spectacle

YOUSSOU N'DOUR, Représentant spécial pour les arts du spectacle

VANESSA REDGRAVE, Représentante spéciale pour les arts du spectacle

SEBASTIÃO SALGADO, Représentant spécial

SUSAN SARANDON, Représentante spéciale

VENDELA THOMMESSEN, Porte-parole internationale

SIR PETER USTINOV, Ambassadeur itinérant

MAXIM VENGEROV, Envoyé pour la musique

GEORGE WEAH, Représentant spécial pour les sports

LA MISSION DE L'UNICEF

L'UNICEF est chargé par l'Assemblée générale des Nations Unies de défendre les droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement.

L'UNICEF s'appuie sur la Convention relative aux droits de l'enfant et œuvre pour que les droits de l'enfant s'inscrivent dans une éthique sociale et dans un code de conduite international en faveur des enfants.

L'UNICEF fait valoir que la survie, la protection et l'épanouissement des enfants sont des impératifs universels du développement dont le respect est indispensable au progrès de l'humanité.

L'UNICEF mobilise la volonté politique et des ressources matérielles pour aider les pays, en particulier les pays en développement, à donner la priorité aux enfants, et pour renforcer leur capacité de formuler des politiques appropriées et de mettre en place des services en faveur des enfants et des familles.

L'UNICEF s'attache à faire bénéficier d'une protection spéciale les enfants les plus vulnérables, notamment les victimes de la guerre, de catastrophes, de la pauvreté extrême et de toute forme de violence ou d'exploitation, ainsi que les enfants handicapés.

L'UNICEF intervient durant les situations d'urgence pour protéger les droits des enfants. En coordination avec les organismes des Nations Unies et les organismes humanitaires, l'UNICEF met l'infrastructure unique dont il dispose pour intervenir rapidement au service de ses partenaires afin de soulager la souffrance des enfants et de ceux qui en ont la charge.

L'UNICEF est une organisation non partisane et sa coopération est exempte de toute discrimination. Dans toutes ses initiatives, la priorité est donnée aux enfants les plus désavantagés et aux pays les plus démunis.

L'UNICEF s'efforce, par l'intermédiaire de ses programmes de pays, de faire en sorte que les femmes et les filles aient des droits égaux à ceux des hommes et d'appuyer leur pleine participation au développement politique, social et économique des collectivités dans lesquelles elles vivent.

L'UNICEF œuvre, avec le concours de tous ses partenaires, à la réalisation des objectifs de développement humain durable que s'est fixés la communauté mondiale et de l'idéal de paix et de progrès social consacré par la Charte des Nations Unies.

